

# Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Direction du développement  
et de la coopération DDC

N° 1 / FÉVRIER 2016  
LE MAGAZINE DE LA DDC  
SUR LE DÉVELOPPEMENT  
ET LA COOPÉRATION  
[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)

## Agenda 2030

Il faut agir maintenant

**Espoir au Mali**

**Un pays en pleine mutation**

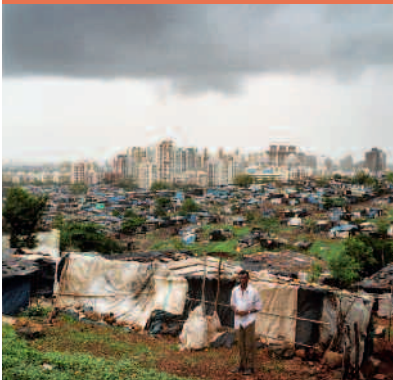
**Le volontourisme**

**Une combinaison difficile**



# Sommaire

## DOSSIER



### AGENDA 2030

#### 6 Dix-sept étapes vers un monde meilleur

Les Objectifs de développement durable (ODD), adoptés par tous les États membres de l'ONU, constituent un important défi pour la communauté internationale

#### 10 Une boussole pour le développement

Entretien avec le géographe Peter Messerli, membre de la délégation suisse aux négociations sur l'Agenda 2030

#### 12 L'égalité des sexes nous concerne tous

L'ODD 5 est fondamental pour la réalisation de l'Agenda 2030. Il vise l'égalité entre hommes et femmes, au Nord comme au Sud.

#### 14 Chasse aux milliards pour le développement durable

La réalisation des ODD nécessitera des sommes colossales. Il n'existe pas encore de plan de financement concret.

#### 17 Faits et chiffres

## HORIZONS



#### 18 Reconstruction du Mali: les femmes et les jeunes au premier plan

Malgré l'insécurité persistante, de nombreux Maliens s'efforcent de construire l'avenir et de faciliter la réconciliation

#### 21 Sur le terrain avec...

Andreas Loebell, chargé de programme au bureau de la coopération suisse à Bamako

#### 22 Des questions après la noyade de huit écolières

Mohomodou Houssouba essaie de comprendre pourquoi la jeune génération s'est éloignée du Niger, fleuve nourricier dans la région de Gao

## DDC



#### 23 Les pompes de l'espoir

Grâce à un projet de la DDC, des paysans pauvres du Mozambique ont pu augmenter leurs revenus

#### 24 Un toit malgré la hausse des loyers

La DDC a lancé la construction de logements sociaux en Géorgie et l'a soutenue avec succès pendant presque dix ans

## FORUM



#### 27 Moitié touriste, moitié sauveur

Le «volontourisme», qui associe volontariat et activités touristiques, profite plus aux voyageurs du Nord qu'aux populations locales

#### 30 La grande détresse

Carte blanche: Marius Ivaskevicius évoque les attentats de Paris et la crise des migrants, laquelle met à rude épreuve la cohésion de l'Europe

## CULTURE



#### 31 En quête de nouvelles identités

Les images et les réflexions du photographe suisse Dominic Nahr sur les jeunes en Afrique

#### 3 Éditorial

#### 4 Périscope

#### 26 DDC interne

#### 34 Service

#### 35 Coup de cœur avec

Anja Rügsegger

#### 35 Impressum

*Un seul monde* est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

# Éditorial



## La responsabilité est désormais partagée

Pour mettre en évidence l'importance particulière d'un événement, la jeunesse actuelle le qualifie volontiers de « méga ». En accolant ce préfixe à toutes sortes de termes, elle crée des combinaisons variées que nous ne saurions énumérer ici. Non moins inventifs, les esprits plus mûrs évoquent, quant à eux, un « changement de paradigme ».

Cette expression a été largement utilisée au cours des derniers mois pour qualifier l'Agenda 2030, adopté lors d'un sommet de l'ONU en septembre dernier à New York, qui contient les Objectifs de développement durable (ODD). L'ancien « paradigme » que l'Agenda 2030 vient modifier de fond en comble était constitué par les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Ces derniers, fixés par l'ONU en 2000, devaient se réaliser jusqu'à fin 2015. Une partie d'entre eux l'ont été, ce qui est réjouissant.

De profondes différences séparent en effet les OMD et les ODD, à commencer par le processus qui a conduit à leur définition : alors que les huit OMD ont été formulés par un groupe d'experts ad hoc, les 17 ODD sont le résultat de négociations, souvent ardues, menées pendant trois ans entre une multitude d'États aux intérêts les plus divers. L'entreprise fut si complexe que les objectifs de l'Agenda 2030 ont plus que doublé par rapport aux OMD et qu'ils sont subdivisés en pas moins de 169 cibles.

Les OMD se concentraient en priorité sur des thématiques sociales, comme la lutte contre la pauvreté, la formation, la santé et l'égalité des sexes. Loin d'être erroné, ce choix était cependant incomplet. Il occultait d'autres préoccupations, tout aussi essentielles, comme le développement économique, la participation équitable à la croissance et la préservation des ressources naturelles.

En adoptant les 17 ODD, la communauté internationale a reconnu que la croissance économique, la justice sociale et un environnement intact sont étroitement liés.

Cette approche globale reflète un point de vue qui était encore peu répandu au tournant du siècle. L'Agenda 2030 a également élargi le cercle des acteurs impliqués dans la réalisation des objectifs de développement. Les OMD décrivaient les besoins du « Sud » et l'obligation du « Nord » de contribuer à les satisfaire. En revanche, l'Agenda 2030 pour le développement durable repose sur une responsabilité partagée : en principe, chaque État doit répondre, devant l'ensemble de la communauté internationale, de la réalisation de tous les objectifs.

Cette responsabilité universelle n'incombe toutefois pas seulement aux gouvernements, mais aussi à la société civile, au monde politique, aux milieux scientifiques et au secteur privé. De grandes attentes reposent en particulier sur la capacité de financement et d'innovation de l'économie privée, laquelle est appelée non seulement à jouer le rôle d'investisseur responsable, mais aussi à élaborer des solutions permettant de relever les défis mondiaux. L'Agenda 2030 ne doit donc pas être perçu simplement comme un cahier des charges pour les organes chargés de la conformité réglementaire au sein des entreprises. Il faut surtout y voir un moyen de développer les affaires en utilisant la durabilité comme un avantage concurrentiel.

L'Agenda 2030 constitue-t-il dès lors un « changement de paradigme » ? Certainement, à condition que nous réussissions à le mettre en œuvre au cours des quinze années à venir. D'ici là, « méga » sera sans doute un terme désespérément ringard. Mais tous les superlatifs me conviennent, pourvu que nous parvenions à atteindre les 17 objectifs fixés.

*Manuel Sager*  
*Directeur de la DDC*

*(De l'allemand)*

# Périscope



C-NES

## Les cliniques flottantes de l'Assam

(gn) Dans l'État de l'Assam, au nord-est de l'Inde, plus de 2 millions de personnes vivent sur des îles fluviales difficiles d'accès. Le drame d'une femme morte en couches, faute d'avoir pu se rendre à temps dans un hôpital, a incité Sanjoy Hazarika, fondateur du Centre for North East Studies and Policy Research (C-NES), à mettre sur pied une desserte médicale par bateau dans les régions reculées. Cette initiative a porté ses fruits : en collaboration avec les autorités sanitaires de l'Assam, quinze navires-hôpitaux du C-NES naviguent aujourd'hui sur le fleuve Brahmapoutre. Ils proposent diverses prestations de base, telles que check-up, planning familial et vaccinations. Les bateaux s'arrêtent dans chaque île une fois par mois, quel que soit le nombre de patients qui attendent leur passage. Dans cette région de l'Inde, de nombreux habitants ne sont reliés au monde extérieur que par les navires-hôpitaux. Ce lien peut toutefois être interrompu en cas de crues ou si le niveau de l'eau est trop bas. Malgré tout, la desserte par voie fluviale est un succès : la population recourt abondamment à l'offre de ces équipes, constituées de médecins, de sages-femmes et de personnel soignant. Sanjoy Hazarika estime que les cliniques flottantes desservent environ 300 000 personnes par an.

[www.c-nes.org](http://www.c-nes.org), chercher «boat clinics»

## Des trafiquants devenus gardes forestiers

(gn) Au Kenya, d'anciens voleurs et trafiquants de drogue protègent aujourd'hui les forêts contre l'abattage illégal. Le Muiru Youth Reform Group compte de nombreux jeunes du village de Weru, qui avaient quitté l'école pour gagner facilement de l'argent dans le trafic de bois ou d'autres activités illicites. Depuis 1999, on ne peut plus abattre un seul arbre dans les forêts kényanes sans autorisation. Étendue aux exploita-

tions agricoles en 2010, cette interdiction est toutefois régulièrement contournée. Les jeunes, qui suscitaient jusque-là de la méfiance dans leur village, ont désormais changé de camp. À l'aide d'un système d'alerte par téléphone portable qu'ils ont spécialement mis au point, ils avertissent les autorités locales quand des bûcherons ou des marchands de bois suspects apparaissent dans la région. «Ce que j'ai appris lorsque je faisais des choses répréhensibles m'est utile mainte-

nant pour contrecarrer les cartels du bois», explique Murithi Ntaru, membre du groupe Muiru. Sur mandat du gouvernement régional, qui voit dans les projets forestiers un moyen de remettre des jeunes dans le droit chemin, de nombreux groupes exploitent des pépinières et vendent des plants en vue de la reforestation.

[www.trust.org](http://www.trust.org), chercher «Muiru»

## L'encyclopédie des Matsés

(gn) «Des infections bénignes au cancer, les plantes de la forêt peuvent tout soigner», affirme Marcelinho, un guérisseur qui vit dans un petit village situé à quatre heures de la ville d'Iquitos, au Pérou. Il craint toutefois que les connaissances ancestrales sur l'effet thérapeutique des extraits végétaux et animaux, transmises jusqu'ici oralement, ne tombent peu à peu dans l'oubli. Leur disparition marquerait la fin de la médecine traditionnelle pratiquée par les peuples de l'Amazonie. Avec l'aide de l'association Acaté, des guérisseurs expérimentés appartenant à l'ethnie des Matsés ont réuni leurs savoirs dans un livre. Cette encyclopédie, qui compte plus de 500 pages, est rédigée en matsés. Afin de protéger son contenu contre la biopiraterie, il n'en existe qu'un seul exemplaire.

Dans le même souci de sécurité, cet ouvrage ne contient aucun nom scientifique ou photo qui puisse rendre facilement identifiables pour des non-membres de la communauté les caractéristiques des plantes et des animaux décrits. Mais pour maintenir la tradition vivante, il faut plus qu'un simple livre. C'est pourquoi Acaté soutient la formation de jeunes chamanes qui interviendront également dans les villages où il n'y a déjà plus de guérisseurs traditionnels.

[acateamazon.org](http://acateamazon.org)

## Du teff pour le marché mondial

(gn) Depuis sa découverte par les gourous de l'alimentation et les stars de Hollywood, on assiste à une véritable ruée sur les minuscules graines du teff, également nommé «millet nain». Cette céréale sans gluten renferme une foule de précieux nutriments. Jusqu'à récemment, elle était cultivée uniquement en Éthiopie, où elle constitue une denrée alimentaire de base. Afin d'éviter que le prix du teff ne s'envole sur les marchés mondiaux et que la population éthiopienne n'y ait plus accès, le gouvernement a interdit son exportation dès 2006. Ces restrictions ont toutefois été partiellement levées en 2015. Vu l'importance de la demande, il est question de libéraliser petit à petit les exportations sous le label «Ethiopian Teff». «Si notre nom est associé à une qualité supérieure sur le marché international, nous pourrions obtenir une prime de qualité, comme



Robin Hammond/Planos

pour le café», estime Khalid Bomba, directeur général de l'Agence éthiopienne pour la transformation agricole. Reste à voir s'il sera possible de maintenir les prix à un niveau abordable pour la population du pays, malgré les alléchantes perspectives d'exportation.

[allafrica.com](http://allafrica.com), chercher «teff»

## La 3D en première ligne

(gn) Les livraisons de matériel vers des régions en crise ou des projets de développement cou-





Dessin de Jean-Augustin

tent cher, ne répondent pas toujours aux besoins et restent souvent bloquées en route. C'est à ces difficultés qu'entend remédier l'ONG américaine Field Ready. Sa vision est la suivante : à l'avenir, il ne sera plus nécessaire de transporter à grands frais des consommables médicaux, des pièces de rechange pour machines ou des éléments destinés à la construction d'abris de fortune, car des imprimantes 3D sont capables de les fabriquer sur place. Cette approche a été testée l'an dernier en Haïti dans le cadre d'un projet pilote. L'expérience a porté sur une gamme d'objets allant de la prothèse de main aux pinces pour cordon ombilical. Ces dernières sont rares dans les hôpitaux haïtiens. Les pinces produites par les imprimantes coûtent 40% de moins que les pinces importées,

dont le dédouanement peut durer jusqu'à six mois. Afin d'exploiter pleinement le potentiel de la technologie 3D dans le contexte de l'aide humanitaire et du développement, l'ONG propose des formations à l'utilisation des imprimantes. Selon Andrew Lamb, de Field Ready, le véritable défi consiste à faire comprendre aux gens tout ce qu'elles permettent de fabriquer. Un réseau mondial de spécialistes se tient à disposition des utilisateurs pour les aider à concevoir les solutions. [www.fieldready.org](http://www.fieldready.org)



Field Ready

### Une école sur mesure

(gn) Dans les zones rurales d'Amérique latine, beaucoup de jeunes n'ont pas la possibilité de poursuivre leur scolarité au-delà du degré primaire, soit parce qu'il n'y a pas d'école secondaire à proximité, soit parce que les familles ne peuvent pas renoncer au travail de leurs grands enfants. Le Système d'apprentissage tutoriel (SAT) offre une autre solution : développé dans les années 70 déjà par une ONG colombienne pour les élèves de la 7<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> année, ce modèle permet aux adolescents de poursuivre leur formation au village, en associant l'enseignement des matières scolaires au travail pratique. Les écoles SAT tiennent compte de la situation sur place : si les jeunes doivent aider à la récolte, celle-ci est intégrée dans le programme sco-

laire. Même l'enseignement des mathématiques ou de la langue est axé sur la pratique. Le Centre pour l'éducation universelle de la Brookings Institution, à Washington, a évalué le modèle et attesté de son efficacité. Une étude hondurienne a de plus montré que les élèves scolarisés selon ce modèle disposaient d'aptitudes sociales plus développées. « Plus qu'une simple réforme, SAT est une véritable révolution de l'éducation », s'enthousiasme Soheil Dooki, directeur de l'association Bayán, qui construit des écoles SAT au Honduras en collaboration avec l'autorité nationale de l'éducation.

[www.brookings.edu](http://www.brookings.edu), chercher « millions learning SAT »



# Dix-sept étapes vers un monde meilleur

L'Agenda 2030 pour le développement durable traite de problèmes qui concernent le monde entier. Ce plan d'action de l'ONU, adopté à New York par 193 États, est jugé visionnaire par certains, utopique par d'autres. Beaucoup pensent qu'il saura montrer le chemin vers un monde meilleur. De Luca Beti.





Quelle planète vais-je laisser en héritage à ma fille Matilde qui aura vingt ans en 2030 ? Je voudrais lui léguer un monde meilleur, plus juste, sans conflit, ni faim, ni pauvreté, et un environnement encore intact. C'est aussi ce qu'espèrent les 193 États qui ont adopté en septembre dernier, lors de la 70<sup>e</sup> assemblée générale des Nations Unies, l'Agenda 2030 pour le développement durable. « Cet accord constitue un ordre du jour pour la planète. Il vise à mettre

développement, comme le relève l'ONU dans son rapport final. Les OMD ont par exemple permis de réduire de façon significative l'extrême pauvreté et d'éliminer les disparités dans l'éducation. Cependant, la communauté internationale s'est rendu compte qu'il était nécessaire de consolider ce partenariat mondial pour le développement et d'élaborer un plan d'action visionnaire pour faire face aux énormes défis de l'humanité.



Un bidonville de Mumbai, en Inde (à gauche). Afin d'éliminer la pauvreté extrême, la communauté internationale a adopté l'Agenda 2030. Les négociations se sont déroulées en partie au siège de l'ONU à New York (ci-dessus).

fin à la pauvreté partout et sous toutes ses formes. Il promet de ne laisser personne en arrière», a déclaré le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon devant les chefs d'État et de gouvernement réunis à New York.

Les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) sont arrivés à échéance fin 2015. Pour leur succéder, les pays membres de l'ONU se sont dotés d'un nouveau cadre d'orientation en matière de développement durable et de coopération internationale pour les quinze prochaines années. Un processus de consultation sans précédent, mené durant près de trois ans, a impliqué les gouvernements, la société civile, les ONG et les entreprises. Il a conduit à l'élaboration de 17 Objectifs de développement durable (ODD), assortis de 169 cibles. « L'Agenda 2030 est très ambitieux. Si nous arrivons à atteindre tous les objectifs qu'il comporte, le monde sera vraiment meilleur », assure Michael Gerber, représentant spécial du Conseil fédéral pour le développement durable mondial et chef de la délégation suisse aux négociations sur l'après-2015.

### Le triangle de la durabilité

Au tournant du millénaire, les Nations Unies avaient adopté huit OMD. Ce programme a abouti à des réalisations considérables dans les pays en

La Suisse a participé depuis le début à la formulation de l'Agenda 2030. Elle a apporté des contributions substantielles dans des domaines tels que l'eau, l'égalité des sexes, la santé, la paix et la sécurité. C'est avec satisfaction que Michael Gerber considère les résultats engrangés par sa délégation, en particulier au sujet du sixième objectif qui vise à garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement. « L'ODD 6 porte clairement la signature de la Suisse. Le texte définitif est presque identique à notre proposition », rappelle l'ambassadeur. De son côté, Eva Schmassmann, experte en politique du développement auprès d'Alliance Sud, évoque un changement de paradigme : « Les OMD n'ont traité que les symptômes, tandis que les ODD prennent le problème à sa racine. Par exemple, la lutte contre la pauvreté ne peut être dissociée des questions environnementales. »

Si les OMD peuvent être considérés comme une sorte de sparadrap posé sur les maux sociaux de la planète, les ODD représentent le médicament qui devrait les guérir. L'Agenda 2030 pour un développement durable s'appuie sur les trois piliers fondamentaux de la durabilité : les dimensions économique, sociale et environnementale. Cela va supposer un changement dans la manière de gérer l'aide au développement. La coopération internationale

### Mesurer la durabilité

Le Monet (Monitoring der nachhaltigen Entwicklung) est un système national d'indicateurs, qui permet de surveiller le développement durable en Suisse. Parmi ses 75 indicateurs, on trouve la concentration d'ozone, la qualité écologique des forêts, des informations sur les crimes violents ou encore les coûts de la santé. Sur la base de ces données, des rapports réguliers sont consacrés à la situation actuelle et à l'évolution du développement durable en Suisse. Le dernier en date indique notamment qu'entre 1992 et 2007, l'espérance de vie en bonne santé s'est allongée de 5 ans pour les femmes et de 5,5 ans pour les hommes. On y lit également que le pourcentage de la population exerçant une activité à titre volontaire est passé de 40% en 2000 à 33% en 2013. [www.bfs.admin.ch](http://www.bfs.admin.ch), chercheur « Monet »



Simon Davis/Department for International Development

Lors du Sommet de la jeunesse, à Londres en septembre dernier, des centaines de jeunes ont discuté de l'avenir du monde à la lumière des Objectifs de développement durable que l'ONU a adoptés le même mois à New York.

### Un traité controversé

Depuis juillet 2013, l'Union européenne (UE) négocie avec les États-Unis le Partenariat transatlantique pour le commerce et les investissements (PTCI). Cet accord donnerait le jour à la plus grande zone de libre-échange du monde. Selon la Commission européenne, il relancerait l'économie et favoriserait la création d'emplois. Pour ses détracteurs, le PTCI risque au contraire de freiner les progrès préconisés par l'Agenda 2030, car il remettrait en question les normes internationales vouées à protéger la santé, la sécurité et l'environnement. À titre d'exemple, les États-Unis ne reconnaissent que deux des huit normes fondamentales de l'Organisation internationale du travail. Les adversaires de l'accord se demandent dès lors comment on pourrait demander aux pays du Sud de respecter des règles qui ne sont même pas appliquées au Nord.

devra aborder un éventail de thèmes beaucoup plus large. Trop large même, disent les esprits critiques. Selon eux, les États risquent de choisir les ODD les plus faciles à réaliser et de délaissier les autres.

### Des objectifs universels

L'autre grande nouveauté de l'Agenda 2030 est le caractère universel des ODD. « Ces objectifs valent aussi bien pour le Nord que le Sud », souligne Michael Gerber. « Tous les pays ont un rôle à jouer dans leur mise en œuvre. » Concrètement, cela signifie que chaque État devra décliner les ODD dans le cadre de stratégies et de plans d'action nationaux. Par exemple, l'ODD 1 demande non seulement d'éradiquer l'extrême pauvreté d'ici 2030, mais aussi de réduire de moitié la pauvreté dans tous les pays. La Suisse, par exemple, devra diminuer de moitié le nombre de personnes correspondant aux critères de la pauvreté sur son territoire – elles étaient environ 590 000 en 2012. L'ODD 2 vise une meilleure alimentation. Pour les pays les plus pauvres, cela veut dire qu'ils lutteront contre la faim et la malnutrition. Les pays émergents et riches, eux, devront s'attaquer notamment aux problèmes de surpoids. L'ODD 12 invite à établir des modes de consommation durables. Aujourd'hui, chaque Suisse jette en moyenne 320 grammes d'aliments encore comestibles par jour, une mauvaise habitude qui se marie mal avec la durabilité. « L'Agenda

2030 ne définit pas uniquement ce que les pays donateurs comptent faire pour les pays du Sud ou ce que ces derniers devraient faire pour favoriser leur développement grâce à l'aide fournie par le Nord. Il traite des problèmes qui concernent la planète dans son ensemble », souligne Michael Gerber.

### Un concours de beauté

Pour certains, l'Agenda 2030 a mis la barre tellement haut qu'il est irréalisable. D'autres le considèrent comme un plan d'action complètement utopique et contradictoire. Ils le qualifient de « vaine promesse » ou de « mots creux », du fait que le document n'est pas contraignant pour les pays qui y ont souscrit. Pour Boniface Mabanza, expert en politique du développement auprès du Service œcuménique allemand sur l'Afrique australe (Kasa), le texte est empreint de rhétorique et éloigné de la réalité. « D'un côté, les Nations Unies signent un plan d'action visionnaire. De l'autre, l'Union européenne et les États-Unis négocient un Partenariat transatlantique pour le commerce et les investissements (PTCI) qui foule aux pieds les conquêtes sociales et écologiques de ces dernières décennies », commente-t-il.

Malgré les critiques virulentes, nombreux sont ceux qui croient dans la capacité de l'agenda à faire naître un véritable « concours de beauté » entre les pays. C'est ce qui s'est passé avec les OMD. On peut es-





Une ramasseuse de déchets dans la banlieue de Katmandou, capitale du Népal. Durant l'élaboration des ODD, il est apparu clairement que la lutte contre la pauvreté ne peut être dissociée des questions environnementales.

pérer qu'il en ira de même avec les ODD. Le nouveau cadre d'orientation guidera pendant quinze ans toute une série d'acteurs : les gouvernements, mais aussi les ONG et les mouvements sociaux, brandiront cette promesse pour lutter contre les inégalités et protéger l'environnement. « Le rôle de la société civile sera crucial ces prochaines années », rappelle Eva Schmassmann, d'Alliance Sud. « Elle devra mettre sous pression les gouvernements, afin qu'ils transforment en réalité la vision à laquelle ils ont adhéré à New York. »

### Évaluation des progrès

Pour pouvoir vérifier la mise en œuvre du document, il convient de définir les critères permettant de mesurer les progrès et de connaître le point de départ. Des données statistiques fiables et de qualité sont donc requises dans les domaines couverts et dans les différents pays. « Rassembler ces indications représente un énorme défi », rappelle M. Gerber. Un groupe de travail de la Commission des statistiques des Nations Unies est en train de formuler les indicateurs à partir desquels on surveillera les résultats enregistrés sur chaque objectif et chaque cible. Il devrait les présenter au printemps prochain. On parle d'un ensemble d'environ 200 indicateurs mondiaux. « Ces indicateurs sont censés donner des renseignements détaillés sur les 169 cibles. Or, certains pays ont déjà du mal à chiffrer précisément le

nombre de personnes qui souffrent du paludisme. Comment les États feront-ils pour mesurer des indicateurs complexes, tels que la biodiversité ou la bonne gouvernance ? », se demande Andreas Weber, chargé de programme au sein de l'équipe post-2015 de la DDC.

Le processus de contrôle et d'analyse se déploiera à trois niveaux : national, régional et mondial. Chaque pays sera appelé à dresser des rapports nationaux pour rendre compte des résultats à la population et au Parlement. Dans un deuxième temps, des plateformes régionales devront être créées pour comparer les succès et les échecs, favorisant par là une sorte d'apprentissage entre pairs. Puis, chaque année, une évaluation aura lieu au niveau mondial dans le cadre du Forum politique de haut niveau sur le développement durable. Enfin, pour donner une plus grande résonance médiatique à la progression vers les objectifs fixés, ce forum se réunira tous les quatre ans en marge de l'assemblée générale de l'ONU.

Tel est l'échafaudage qui régit l'Agenda 2030 pour un développement durable. Résistera-t-il au vent de fronde ? Sera-t-il porté par une volonté politique ? Je l'espère. En 2030, ma fille aura vingt ans et j'aimerais lui confier un monde un peu meilleur. ■

(De l'italien)

### Une planète ne suffit pas

Si tous les habitants de la Terre adoptaient le mode de vie suisse, il faudrait 2,8 planètes pour satisfaire les besoins de l'humanité. C'est ce que l'on apprend dans le Rapport *Planète vivante 2014*, publié par le WWF, qui présente l'empreinte écologique de la population de chaque pays. En d'autres termes, la consommation en Suisse est presque trois fois supérieure aux ressources que la Terre peut produire pendant la même période. À l'échelle internationale, l'empreinte écologique est de 1,5 planète. Actuellement, nous coupons donc plus d'arbres qu'il n'en repousse et nous pêchons plus de poissons que la mer n'est capable d'en générer. À long terme, cette situation provoquera un nouveau recul de la biodiversité, la faim et un changement climatique progressif, affirme le WWF. [www.wwf.ch](http://www.wwf.ch), chercher « rapport Planète vivante »



# Une boussole pour le développement

L'Agenda 2030 ne fournit, en soi, aucune solution aux problèmes du monde. C'est seulement à travers un processus d'apprentissage qu'il sera possible d'engranger des succès partiels. Tel est l'avis de Peter Messerli, directeur du Centre pour le développement et l'environnement de l'Université de Berne. Entretien avec Luca Beti.



**Peter Messerli** dirige le Centre pour le développement et l'environnement (CDE) de l'Université de Berne. Les activités scientifiques de ce géographe se concentrent sur la transformation et la recherche du développement durable dans les systèmes hommes-environnement en Afrique et en Asie, continents particulièrement frappés par les changements globaux. En tant que directeur du CDE, il tient beaucoup au lien entre une recherche de haut niveau et son utilisation en faveur du développement durable. Parallèlement, ce centre interdisciplinaire s'engage pour que les thèmes débattus à l'échelon mondial soient reliés aux réalités locales, en Suisse et dans les pays en développement. En 2015, Peter Messerli a représenté la communauté scientifique au sein de la délégation suisse qui a participé à l'élaboration des ODD.



*Journal de marché dans un village proche de Nairobi, au Kenya. L'échange du savoir détenu par les communautés locales est indispensable pour la réalisation de l'Agenda 2030.*

**Un seul monde: Avec la conférence d'Addis Abeba sur le financement du développement, l'adoption des Objectifs de développement durable (ODD) et le sommet de Paris sur le climat, la communauté internationale a défini en 2015 le cap qu'elle entend suivre ces prochaines années. Diriez-vous que 2015 a été une année historique pour l'humanité?**

**Peter Messerli:** Oui, on peut le dire en effet. Jusqu'ici, il nous manquait une boussole pour orienter le développement durable de la planète. Avec l'Agenda 2030 et l'accord sur le climat, nous avons un catalogue d'objectifs qui vont dans la même direction. Un autre aspect historique est le fait que cet agenda ait été soutenu par les chefs d'État et de gouvernement du monde entier, et que la société civile ait participé à son élaboration. Mais ce qui est surtout historique, c'est la tâche que devra accomplir l'humanité au cours des quinze prochaines années.

De fait, aucun des 17 ODD ne nous donne la solution pour transformer en réalité cette vision d'un monde meilleur. Le vrai défi commence maintenant.

**Le but est très ambitieux et les difficultés immenses. Il ne sera sans doute pas aisé de concilier les intérêts économiques avec les enjeux sociaux et environnementaux.**

Nous ne parviendrons jamais à atteindre tous les objectifs. J'en suis persuadé. Mais nous enregistrons des succès partiels. Personnellement, je ne m'arrête pas au contenu de chaque objectif, mais j'essaie d'identifier les liens et les contradictions entre des finalités différentes. L'observation des ODD dans leur ensemble soulève d'importantes questions sur l'équilibre entre les différents domaines et acteurs concernés, entre le Nord et le Sud, entre aujourd'hui et demain. Je me demande comment il est possible d'envisager une croissance continue de l'économie



et, en même temps, la protection de l'environnement. Pour l'heure, aucun pays n'est parvenu à démontrer qu'il est possible de réduire la consommation énergétique et les émissions de CO<sub>2</sub>, tout en favorisant le développement économique. Pour concilier de tels intérêts antagonistes, la solution ne se trouve pas au niveau mondial, mais plutôt régional, voire local. Même si le plan d'action est le même pour tous, chaque pays devra formuler ses propres initiatives afin de réaliser les objectifs de l'Agenda 2030.

**Étant donné que l'Agenda 2030 ne fournit pas encore de solutions, où les États et les gouvernements doivent-ils aller les chercher, s'ils veulent tenir leurs engagements?**

Certains problèmes sont tellement complexes qu'ils appellent toute une imbrication de solutions. Pour les résoudre, il est nécessaire d'associer une multitude d'acteurs. La clé ne se trouve pas uniquement dans les innovations technologiques, la communauté scientifique, le monde politique ou le secteur privé. Il faut lancer un concours d'idées, au sein duquel le savoir – je parle en tant que chercheur – doit avoir un rôle moteur. Je ne pense pas seulement au savoir conservé dans les universités ou dans les livres, mais bien au bagage d'expériences pratiques détenu et préservé par les personnes et les communautés locales. Le plus grand défi est justement de recueillir et de partager toutes ces connaissances et compétences, afin de lancer un processus d'apprentissage qui favorise le développement de solutions novatrices basées sur des visions et des points de vue différents.

**Les ODD ont une portée universelle. Que signifient-ils concrètement pour la Suisse?**

La Suisse fait partie d'un système extrêmement mondialisé. Une étude a montré que 86% des produits qui nous entourent viennent de l'étranger. Cela veut dire que nous avons d'énormes responsabilités envers les pays qui nous fournissent nos biens de consommation. Pourtant, c'est une responsabilité que nous n'assumons pas encore. Nos lois s'arrêtent souvent aux frontières nationales. Le défi, à l'avenir, consistera à combler l'écart qui existe entre nos règles du jeu et l'impact de notre comportement au niveau mondial. Dans ce domaine, la Suisse peut et doit apporter sa contribution.

**Mais la société civile est-elle prête à accepter des lois plus restrictives qui remettraient en cause une partie de son bien-être?**

Ces quinze prochaines années, nous pourrons lancer des processus susceptibles de changer beaucoup de choses. Pour l'instant, la société n'a pas encore

pris conscience de cette immense chance, du fait notamment que peu de gens connaissent l'Agenda 2030 pour un développement durable. Il est essentiel d'intégrer tout le monde dans ce débat qui a été mené jusqu'ici uniquement par les experts et les chefs d'État. Sensibiliser la population sera l'une des premières tâches clés au niveau national. Prenez par exemple le panier de la ménagère. Le montant que nous payons à la caisse est souvent plus important



*Le dépotoir de Dandora, à Nairobi, est l'un des endroits les plus contaminés du monde.*

qu'un bulletin de vote déposé dans l'urne. Lors de nos achats, nous avons la possibilité de faire des choix qui peuvent changer le monde.

**Si nous analysons le gaspillage de denrées alimentaires, la consommation énergétique et les émissions de CO<sub>2</sub>, la Suisse a encore beaucoup de chemin à faire.**

C'est juste. En observant ces aspects-là, on peut se demander si la Suisse n'est pas un pays en développement. C'est une question qui doit nous faire réfléchir. Il serait intéressant de passer en revue les ODD et de voir quelle note la Suisse obtiendrait pour chacun d'eux. Les pays du Nord doivent, sans aucun doute, faire également leur part du travail et retrousser leurs manches pour atteindre ces objectifs d'ici 2030. ■

*(De l'italien)*

**La Suisse produit trop de déchets**

La majorité des pays industrialisés ne sont pas encore prêts pour les Objectifs du développement durable (ODD). C'est ce que montre une étude réalisée par la fondation allemande Bertelsmann. Celle-ci a comparé les 34 États membres de l'OCDE sur la base de 34 indicateurs liés aux 17 ODD. Les quatre pays scandinaves (Suède, Norvège, Danemark et Finlande) sont les mieux positionnés pour atteindre ces objectifs d'ici 2030. La Suisse arrive au cinquième rang. Toutefois, elle a encore une grande marge d'amélioration dans certains secteurs. La production de déchets en est un. Avec 712 kilos de déchets par an et par habitant, la Suisse se situe nettement au-dessus de la moyenne de l'OCDE. Seuls le Danemark (751 kg) et les États-Unis (725 kg) font pire qu'elle.

*www.bertelsmann-stiftung.de, chercher «Nachhaltigkeitsziele»*



# L'égalité des sexes nous concerne tous

Si le monde ne parvient pas à instaurer l'égalité entre les sexes, il devra renoncer à sa vision d'un avenir meilleur. Le cinquième Objectif de développement durable est fondamental pour la réalisation de l'Agenda 2030, car il concerne les hommes et les femmes, au Nord comme au Sud.



## Des progrès grâce aux OMD

Dans le rapport 2015 sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), les Nations Unies relèvent les succès enregistrés sur le plan de l'égalité des sexes et de l'autonomie des femmes. Les pays en développement ont éliminé les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur. L'an dernier, 41% des travailleurs rémunérés dans les secteurs non agricoles étaient des femmes, contre 35% en 1990. Entre 1991 et 2015, la proportion de femmes qui occupaient des emplois précaires a baissé de 13 points de pourcentage. Par ailleurs, les femmes ont gagné du terrain en matière de représentation parlementaire dans près de 90% des pays. La proportion moyenne des femmes dans les Parlements a presque doublé en quinze ans, mais elle n'atteint encore que 20%. [www.pnud.org](http://www.pnud.org), chercher « rapport OMD 2015 »

*Le cinquième Objectif de développement durable concerne l'égalité des sexes. Un processus de transformation de la société sera nécessaire pour y parvenir. Les hommes – ici une association de petits paysans en Tanzanie – devront également y participer.*

(Ib) Au Rwanda, 64% des sièges de députés au Parlement étaient occupés par des femmes l'année dernière. En Bolivie, cette proportion dépassait 53% et à Cuba, elle atteignait presque 49%. Ces trois pays sont en tête du classement mondial de la représentation féminine à la Chambre unique ou à la Chambre basse des Parlements. Avec un taux de 32%, la Suisse n'arrive qu'en 28<sup>e</sup> position, entre le Salvador et l'Algérie. Qui aurait pensé qu'un pays développé comme le nôtre avait quelque chose à apprendre des pays du Sud? C'est pourtant le cas. « Il nous faut abandonner l'idée que le Nord est le maître d'école et le Sud l'élève qui n'a qu'à faire sagement ses devoirs », relève Lenni George, codirectrice de The Development Alchemists, une société britannique de formation et conseils.

## Plus de femmes aux postes de direction

Le changement de paradigme tient entièrement à cet enjeu. Les Objectifs de développement durable (ODD) sont universels. À l'instar de tous les autres,

celui qui porte le numéro 5 est donc valable tant au Nord qu'au Sud. Il invite les États à promouvoir l'égalité entre les sexes et à autonomiser les femmes et les filles. Un sous-objectif – la cible 5.5. – demande d'assurer l'accès des femmes aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique. En ce qui concerne la part des femmes dans les organes politiques, à savoir ceux-là même qui adoptent les règles visant à éradiquer les inégalités entre les sexes, l'Europe, comme le reste de la planète, a encore beaucoup de chemin à parcourir. Accroître leur présence dans les assemblées importantes est donc l'une des cibles des ODD. L'égalité des sexes fait partie des thèmes sur lesquels la Suisse a concentré sa contribution durant l'élaboration de ce nouveau plan d'action des Nations Unies.

## Vers des changements structurels

En dépit des progrès enregistrés avec les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), les



femmes sont encore discriminées dans différents domaines : elles sont plus gravement frappées par la pauvreté que les hommes ; elles ne bénéficient souvent pas de soins de santé appropriés ; elles ont des difficultés à accéder aux ressources financières ; en outre, elles ont moins de droits que les hommes. « Avec l'Agenda 2030, on veut traiter les problèmes à la racine », indique Ursula Keller, responsable des

tion, surtout des groupes de personnes marginalisées. Ce qui est sûr, c'est que les hommes devront participer à ce processus de transformation. Sans eux, on ne pourra pas éradiquer les stéréotypes, les modèles et les rôles traditionnels au sein de la société. « Il est impératif d'embarquer les hommes dans le mouvement, même en Suisse », souligne Ursula Keller.



Les femmes souffrent plus de la pauvreté que les hommes et ont plus de difficultés à accéder aux services financiers. À Johannesburg (Afrique du Sud), la petite Enovie, âgée de 10 ans, va chercher de l'eau. À Naivasha (Kenya), Radja tient un magasin où elle vend des téléphones portables.



questions de genre à la DDC. « Le troisième OMD a donné plus de visibilité aux inégalités entre les sexes, mais il n'a pas entraîné de changements structurels. » La violence contre les femmes, par exemple, est un phénomène structurel que la communauté internationale a désormais l'intention de combattre. À cette fin, l'une des cibles de l'ODD 5 consiste à éliminer de la vie publique et privée toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles. Pour y arriver, il ne suffit toutefois pas de viser la dimension sociale – c'est là un enseignement tiré des OMD. On doit aussi prendre en compte les aspects économiques, écologiques et la participation politique.

### Embarquer les hommes

« La promotion de l'égalité des sexes avance au ralenti, parce qu'elle est considérée comme une question isolée », note Stella Jegher, spécialiste des droits de la femme et des questions de genre auprès d'Amnesty International Suisse. Pour atteindre l'ODD 5, le monde politique et économique ainsi que la société civile sont appelés à faire front commun. Tout dépendra de la pression qui sera exercée depuis le haut et le bas sur les gouvernements des différents États, afin qu'ils élaborent des programmes efficaces et dégagent les fonds nécessaires. Un autre aspect fondamental relève de l'implication de la popula-

### Sous la loupe de l'Agenda 2030

Pour transformer en réalité le document visionnaire qu'ont élaboré les Nations Unies, il faudra retourner sur le terrain et réexaminer ces questions à la lumière du nouvel agenda. Ainsi, on pourra déceler et comprendre les causes des inégalités entre les sexes dans les différents contextes culturels et régionaux. On laissera aux États une certaine marge de manœuvre, mais sans tolérer que soient bafoués les droits humains. « Les acquis des femmes sont inaliénables », affirme avec conviction Ursula Keller. « La violence contre les femmes dans la vie privée est aussi une forme de violence, et cela partout dans le monde. »

Au lendemain des grands discours, tous les pays sont appelés à faire leur autocritique et à mettre en œuvre des politiques cohérentes. Cela vaut également pour la Suisse. « La DDC soutient d'excellents projets qui visent à promouvoir l'égalité des sexes. Toutefois, les activités économiques des entreprises suisses ne s'inspirent pas toujours de ces priorités », déplore Stella Jegher. L'universalité des ODD met au même niveau les pays du Nord et du Sud, qui devraient idéalement instaurer un dialogue d'égal à égal notamment sur la question du genre. ■

(De l'italien)

### Conquêtes et inégalités

En Suisse, de nombreux progrès ont été enregistrés ces vingt dernières années en matière d'égalité entre hommes et femmes. Ils ont été rendus possibles par l'entrée en vigueur de la loi fédérale sur l'égalité des sexes en 1995 et plusieurs votations populaires, dont la dépenalisation de l'avortement au cours des douze premières semaines de la grossesse et le congé maternité rémunéré. Une modification du Code pénal, en 2004, qui a fait de la violence conjugale un délit poursuivi d'office, a également eu des effets positifs. Malgré ces succès, des inégalités persistent. L'une d'elles concerne les salaires, comme l'illustrent les données de l'Office fédéral de la statistique : en 2012, les femmes gagnaient 16,5% de moins que les hommes dans le secteur public et 21,3% de moins dans le secteur privé. [www.ebg.admin.ch](http://www.ebg.admin.ch)

# Chasse aux milliards pour le développement durable

Il faudra des sommes colossales pour réaliser l'Agenda 2030. L'an dernier à Addis Abeba, la communauté internationale a cherché de nouveaux modèles de financement. Elle a accompli quelques progrès. L'avenir dira si les mesures adoptées suffiront à combler l'écart entre les désirs et la réalité.



Jean-Baptiste Rabouan/Leif

## Moins d'argent pour l'aide au développement

Le Conseil fédéral a présenté en octobre dernier le programme de stabilisation 2017-2019, qui vise à freiner l'endettement de la Confédération. Il propose une réduction des dépenses allant jusqu'à 1 milliard de francs par an à partir de l'an prochain. L'aide au développement risque d'être particulièrement touchée par ces mesures d'économie. À la rubrique « Relations avec l'étranger et coopération internationale », le programme mentionne une possible réduction de 150 millions de francs en 2017, de 210 millions en 2018 et de 250 millions en 2019. Pendant la période 2016-2020, la Confédération devrait donc consacrer environ 0,47% de son revenu national brut à la coopération au développement. Elle n'atteindra donc pas l'objectif de 0,5%, fixé par les Chambres fédérales en 2011.

*Afin de financer un développement durable – comme ici dans l'État indien de l'Harayana –, le secteur privé devrait s'engager beaucoup plus largement qu'il ne le fait actuellement.*

(Ib) La réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable nécessitera entre 5000 et 7000 milliards de dollars par an. C'est ce qu'indique le *Rapport sur l'investissement dans le monde 2014*, publié par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Cnuced). Prenons par exemple la lutte contre le changement climatique, qui est l'un des 17 Objectifs de développement durable (ODD). Actuellement, on investit environ 170 milliards de dollars par an dans les infrastructures, les énergies renouvelables ainsi que la recherche et le développement de technologies respectueuses du climat, afin de limiter le réchauffement de la planète. Pendant la période allant de 2015 à 2030, il faudrait y consacrer chaque année jusqu'à 850 milliards. Cela signifie qu'il manquera, rien que pour cet objectif, pas moins de 680 milliards de dollars. Où la communauté internationale compte-t-elle trouver cet argent ?

## L'aide publique ne suffit pas

C'est à cette question et à d'autres qu'a tenté de répondre la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, organisée en juillet dernier à Addis Abeba, en Éthiopie. Au cours des négociations préliminaires, des représentants du monde politique, de la société civile, de l'économie privée et de la science, venus du monde entier, ont discuté des différents modèles envisageables pour garantir les ressources nécessaires au développement durable. Au terme des quatre jours de débats, les participants ont trouvé un accord sur différentes solutions. Ces dernières incluent la mobilisation des ressources financières dans les pays concernés, une plus grande participation de l'économie privée, le renforcement de l'innovation et le transfert de technologie, le soutien de nouveaux modèles de financement public-privé, l'intensification de la coopération internationale en ma-



tière fiscale, la restitution des avoirs des potentats et la réduction des taxes de transfert sur les fonds rapatriés par les migrants.

«L'aide publique au développement ne suffit plus, même si elle demeure importante pour les pays en développement, surtout pour les plus pauvres d'entre eux, car il est justement difficile pour ces derniers de mobiliser d'autres ressources écono-

ne se réalisera pas sans l'implication du secteur privé. Celui-ci est appelé à jouer un rôle actif dans la concrétisation des objectifs fixés. Les entreprises disposent des ressources nécessaires pour favoriser le développement, soit en créant des emplois, soit en transférant des technologies innovantes, du savoir et des capitaux vers les pays en développement. À l'heure actuelle, le secteur privé investit quelque



ISD



Estimoteur/Debatte/UN



ISD



ISD

*Négociations sur l'Agenda 2030. Dans le sens des aiguilles d'une montre: le siège principal de l'ONU à New York; le secrétaire général Ban Ki-moon; le chef de la délégation suisse Michael Gerber; des participants aux négociations.*

miques», explique Michael Gerber, chef de la délégation suisse aux négociations sur l'après-2015. En 2014, les pays de l'OCDE ont consacré 135 milliards de dollars à l'aide publique au développement. À Addis Abeba, les pays donateurs ont certes réaffirmé leur promesse de porter leur aide à 0,7% de leur revenu national brut (RNB). Mais ceux qui respectent cet engagement sont bien rares. Avec un taux de 0,5% de son RNB, même la Suisse n'a pas atteint cet objectif. «À cause de la situation conjoncturelle problématique en Europe, on doit plutôt s'attendre à des coupes dans les budgets de l'aide au développement qu'à une augmentation», craint le Congolais Boniface Mabanza, expert en politique du développement au Service œcuménique sur l'Afrique australe (Kasa), à Heidelberg.

### Difficile alchimie entre profit et durabilité

Si l'aide publique est fondamentale, l'Agenda 2030

900 milliards de dollars dans les domaines couverts par les ODD. Il en faudrait 1600 milliards. Un déficit difficile à combler, même si les acteurs du monde économique ont déjà saisi l'importance de l'Agenda 2030. En effet, les entreprises sont conscientes qu'il n'y a pas de croissance dans les pays où règne la pauvreté et où l'environnement est sacrifié sur l'autel de l'argent. En outre, l'absence d'un État de droit, la violence et la corruption sont autant d'épouvantails pour les investissements étrangers, qu'ils soient publics ou privés.

«Mais comment concilier d'un côté la rentabilité et, de l'autre, la dimension sociale et environnementale des ODD?», s'interroge Peter Messerli, directeur du Centre pour le développement et l'environnement de l'Université de Berne. À Addis Abeba, on a fixé les principes fondamentaux des règles du jeu que les États doivent maintenant appliquer. Ces normes ne sont pas assez tranchées aux

### Lutte contre l'optimisation fiscale

Sur mandat du G20, l'OCDE a élaboré ces dernières années quinze mesures qui devraient limiter l'optimisation fiscale pratiquée par les multinationales. Grâce à ce nouveau plan d'action, baptisé Base Erosion and Profit Shifting (BEPS), les entreprises seront appelées à verser leurs impôts dans les pays où elles génèrent leurs revenus. Cela devrait empêcher qu'une grande partie de leurs bénéfices prennent le chemin de paradis fiscaux. D'après l'OCDE, les États perdraient chaque année 100 à 240 milliards de dollars à cause de l'évasion fiscale légale des multinationales. [www.oecd.org](http://www.oecd.org), chercher «BEPS»



Vlad Sokolov/ActionAid/Bar

*L'aide classique au développement restera importante à l'avenir pour les pays en développement. Ici, des victimes du séisme qui a frappé le Népal au printemps 2015.*

yeux des représentants de la société civile. « Il est illusoire de miser sur le secteur privé en pensant qu'il va modifier volontairement son modèle économique », estime Eva Schmassmann, experte en politique du développement auprès d'Alliance Sud. « Les nations industrialisées créent les conditions-cadres idéales pour que leurs entreprises puissent générer des profits dans d'autres pays, sans les contraindre à respecter l'environnement ou les normes sociales minimales », renchérit Boniface Mabanza.

Les fonds rapatriés par les migrants affluent, quant à eux, du Nord vers le Sud. Ces ressources sont également fondamentales pour le financement de l'Agenda 2030. Selon les estimations de la Banque mondiale, les envois de fonds destinés aux familles dans les pays en développement devaient atteindre 454 milliards de dollars en 2015, soit quatre fois le montant de l'aide publique au développement. Cette somme ne cesse d'augmenter. En 2014, elle s'est accrue de 5% par rapport à l'année précédente. La communauté internationale entend ramener à 3% d'ici 2030 les taxes exorbitantes, pouvant aller jusqu'à 25%, que les opérateurs prélèvent sur les transferts. Eva Schmassmann nourrit cependant quelques réserves quant à l'emploi de ces capitaux privés pour le financement des ODD : « Il appartient aux migrants et à leurs proches restés au pays de décider comment ils veulent utiliser cet argent. » Michael Gerber est du même avis. Il rappelle d'ailleurs qu'une bonne partie des fonds ainsi transférés sont déjà investis par de nombreuses familles dans le développement, c'est-à-dire dans l'éducation, la santé ou le lancement d'une activité commerciale.

Durant la Conférence internationale sur le financement du développement, on n'a pas trouvé l'œuf de Colomb, pas plus que des recettes révolutionnaires pour réaliser l'Agenda 2030. « Cependant, il a été possible d'avancer dans plusieurs domaines et d'envoyer des signaux politiques importants », conclut Michael Gerber. ■

*(De l'italien)*

#### **Avoirs d'origine illicite**

Ces vingt dernières années, la Suisse a restitué des fonds de potentats pour une valeur d'environ 1,8 milliard de dollars aux pays dont ils provenaient. En 2013, le Conseil fédéral a présenté un projet de loi sur « le blocage et la restitution des valeurs patrimoniales d'origine illicite liées à des personnes politiquement exposées ». Ce texte est actuellement en discussion au Parlement. Il est considéré comme un modèle du genre au niveau international. Malgré les progrès qu'elle a accomplis dans ce domaine, la Suisse figurait encore l'an dernier en tête du classement des paradis fiscaux établi par le réseau Tax Justice Network, comme en 2011 et en 2013. [www.dfae.admin.ch](http://www.dfae.admin.ch), chercher « potentats »

#### **On avance, mais l'arrivée est encore loin**

Selon une étude réalisée par l'institut de recherche américain Global Financial Integrity, les flux illégitimes d'argent des pays du Sud vers ceux du Nord ont atteint en 2012 le chiffre record de 991 milliards de dollars. Cette somme est onze fois supérieure à l'aide publique au développement pour la même année. Il a beaucoup été question de ces flux financiers durant la conférence d'Addis Abeba. Pour freiner la fuite des capitaux, les pays en développement et émergents, rassemblés au sein du groupe G77, ont réclamé la création d'un organisme intergouvernemental de coopération sur les questions de fiscalité, qui serait placé sous l'égide de l'ONU. Les nations industrialisées ont bloqué cette proposition, préférant maintenir l'actuel comité d'experts de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). « À Addis Abeba, on a décidé qu'il valait mieux accorder plus d'influence au G77 à l'intérieur du comité de l'OCDE, plutôt que de créer un double », rappelle Michael Gerber.



# Faits et chiffres

## Les Objectifs de développement durable



1. Éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde.
2. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.
3. Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous, à tout âge.
4. Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.
5. Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.
6. Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau.
7. Garantir l'accès de tous à des ressources énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable.
8. Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.
9. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation.
10. Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre.
11. Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables.
12. Établir des modes de consommation et de production durables.
13. Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions.
14. Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines.
15. Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité.
16. Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes.
17. Renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser.

### Liens

Agenda 2030 pour le développement durable sur le site de la Confédération  
[www.post2015.ch](http://www.post2015.ch)

Objectifs de développement durable sur le site de l'ONU  
[www.sustainabledevelopment.un.org](http://www.sustainabledevelopment.un.org)

ONU Femmes, organisme des Nations Unies pour l'égalité des sexes  
[www.onufemmes.org](http://www.onufemmes.org)

Rapport final sur les Objectifs du Millénaire pour le développement  
[www.un.org/millenniumgoals](http://www.un.org/millenniumgoals)

Rapport sur l'investissement dans le monde 2014, publié par la Cnucead  
[www.unctad.org](http://www.unctad.org), chercher « world investment report »

Rapport de synthèse « La déclaration et le programme d'action de Beijing ont 20 ans »  
[www.onufemmes.org](http://www.onufemmes.org), chercher « rapport de synthèse »

# Reconstruction du Mali: les femmes et les jeunes au premier plan

Malgré l'insécurité et la menace djihadiste qui persistent, jamais les communautés du nord et du sud du Mali n'ont eu autant envie de se relever et de se réconcilier. Dans ce pays en pleine mutation, des femmes et des jeunes font de plus en plus entendre leur voix pour construire l'avenir. De Mame Diarra Diop\*.



En novembre dernier, une grande majorité des députés à l'Assemblée nationale malienne ont adopté la loi sur la promotion du genre. Ce texte illustre bien l'espoir d'un pays en pleine reconstruction et prêt pour des lendemains meilleurs.

Entre l'occupation des régions du Nord en 2012 et leur libération en 2013, le Mali a connu le pire : des institutions fragilisées, une démocratie exemplaire brisée et un tourisme sinistré. En quelques semaines, ce vaste pays sahélien de plus de 15 millions d'habitants est devenu un grand malade au chevet duquel s'est précipitée la communauté internationale. En janvier 2013, l'intervention militaire française a suscité un bel enthousiasme dans la population. Mais très vite, cette joie a fait place à des interrogations sur l'avenir de la mosaïque de peuples qui constituent le Mali moderne : Peuls, Touaregs, Tamasheqs, Songhaïs, Malinkés, Arabes, Bozos, etc.

## Jeter les bases d'une paix nouvelle

L'Accord pour la paix et la réconciliation, issu d'un long processus de négociations mené à Alger, a été signé en mai et en juin 2015. Il semble avoir fait naître une lueur d'espoir dans le cœur des habitants. Qu'ils soient acteurs de la société civile, ar-

tistes ou intellectuels, les Maliens sont nombreux à se battre et à croire en l'avenir de leur pays. Cependant, plusieurs attentats, perpétrés avant et après la signature de l'accord, ont déclenché l'an dernier de nouvelles vagues de psychose dans la population et fragilisé le processus de paix (voir texte en marge page 20).

Deux articles de l'accord d'Alger prévoient l'élaboration d'une Charte pour la paix et la réconciliation. L'objectif est de jeter les bases d'une nouvelle dynamique de paix et de préparer le terrain à une conférence d'entente nationale. Il faut y ajouter le travail de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR), qui est opérationnelle depuis novembre dernier. De nombreuses femmes font partie des quinze membres de cette commission. Parmi elles figurent Nina Wallett Intalou, une dirigeante du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) qui s'est reconvertie dans la recherche de la paix, et Coulibaly Aïssata Touré, une femme d'affaires réputée.



## Des femmes brisent le silence

La CVJR a pour tâche principale de faire la lumière sur les nombreuses exactions commises contre certaines communautés en 2012. Ce sont les femmes et les jeunes qui ont payé le plus lourd tribut à l'occupation du Nord. Violées, séparées de leurs maris, beaucoup de victimes ont toutefois choisi de se taire.



Le Conseil national de la jeunesse a formé de jeunes Maliens au rôle de médiateurs de la paix.

C'est ce silence que tente de briser Safiatou Moulaye Haidara, présidente des femmes de l'association Al Carama («dignité» en arabe). Cette dernière entend créer un nouveau chemin vers la réconciliation nationale. «Aujourd'hui, nous devons nous concentrer sur le développement. Il faut restaurer la confiance des populations à travers des projets de développement qui ont un impact réel sur leur existence», analyse-t-elle. D'origine arabe, M<sup>me</sup> Moulaye est une figure émergente du mouvement féministe. Elle œuvre également à travers le Réseau malien pour la prévention des atrocités de masse. Elle vient d'organiser un grand atelier à Bamako sur la paix et la cohésion sociale entre les communautés arabes du nord du Mali. «J'ai une satisfaction morale quand j'aide mes concitoyens», dit-elle. Épouse de l'actuel ministre de la réconciliation et mère de six enfants, Safiatou Moulaye Haidara nourrit encore d'autres ambitions. Ainsi, elle veut contribuer à la création de marchés pour les femmes commerçantes de Gao ou de Tombouctou, afin d'aider ces dernières à devenir autonomes financièrement. Elle prévoit aussi d'organiser un atelier sur le rôle de la CVJR.

Au-delà de ces initiatives, d'autres acteurs de la société civile s'emparent de la question de la réconciliation nationale. C'est le cas de Mariam Diallo Dramé, présidente de l'Association femmes, leadership et développement durable (AFLED) qui

s'emploie à faire émerger des leaders politiques parmi les jeunes Maliennes. «Pour moi, il n'y a pas d'avenir sans une implication des femmes dans les prises de décision à l'échelle nationale», résume-t-elle.

## Le long chemin de la réconciliation

Environ 100 000 réfugiés et personnes déplacées n'ont toujours pas retrouvé le chemin de leurs maisons. Quant aux gens qui sont restés sur place pendant le conflit, ils tentent aujourd'hui de résister aux difficultés quotidiennes et à la flambée des prix. C'est le cas de Fatouma Harber, enseignante à l'Institut de formation des maîtres, à Tombouctou, et bloggeuse à ses heures perdues: «Nulle part ailleurs, je ne me sens mieux qu'à Tombouctou, même si l'on y entend parfois des tirs d'armes et que tout a augmenté», confie-t-elle.

Née dans cette ville surnommée «la cité des 333 saints», la jeune femme y a fait revenir ses parents qui avaient émigré au Niger voisin. «La réconciliation est un long chemin et tout ce qui s'est fait jusqu'ici reste en surface. Les communautés arabes, touarègues et autres ont encore du mal à se rapprocher. Elles ne se réunissent qu'entre elles», nuance Fatouma Harber face à l'insécurité ambiante. Elle se sert d'Internet et de sa plume pour dénoncer, sur le «Blog de Faty», la réalité de la situation au Mali. L'un de ses tweets lui a d'ailleurs valu d'être repérée par le Département d'État américain. L'ambassade des États-Unis a invité la bloggeuse à participer au Tech Camp, un atelier sur les nouvelles technologies qu'elle a organisé à Bamako en 2014.

## Un nouveau leadership jeune

Cependant, la reconstruction du Mali ne se joue pas qu'au Nord. À Bamako, de nombreux jeunes comme le collectif «Plus Jamais ça!» mènent des actions ciblées et font un plaidoyer vibrant pour créer plus de dialogue et de tolérance entre Maliens. «Si le monde doit changer, c'est aussi grâce aux citoyens», résume Bilaly Dicko. Ce politologue est également coach en leadership et développement personnel, entrepreneur social, conférencier et membre du Réseau des jeunes leaders des Nations Unies. Né à Mopti, au centre du Mali, il se veut un exemple pour sa génération. Issu d'une famille modeste, il reste guidé chaque jour par les valeurs du travail, de l'effort et du mérite, que lui ont inculquées ses parents.

Bilaly Dicko a créé «Les leaders de demain», une association dont l'objectif est de donner envie aux jeunes de croire dans leur pays. «Nous voulons former les élites de l'avenir. Il y a de fortes chances pour que les leaders de la prochaine génération

## Le Mali en bref

### Nom

République du Mali

### Capitale

Bamako

### Superficie

1,24 million de km<sup>2</sup>

### Population

15,3 millions d'habitants. Le pays compte trente ethnies, réparties en quatre grands groupes: Mandingues, Soudaniens et peuples voltaïques dans le Sud; tribus nomades (Peuls, Touaregs et Maures) dans le Nord.

### Langues

Le français est la langue officielle, mais le bambara est le plus utilisé.

### Religion

Musulmans: 90%  
Animistes: 9%  
Chrétiens: 1%

### Espérance de vie

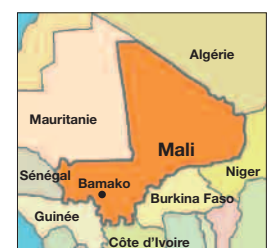
55 ans

### Économie

Environ 80% des habitants vivent de l'agriculture. Les principales exportations sont l'or et le coton. Le gouvernement subventionne la culture de céréales, afin de réduire la dépendance vis-à-vis du marché mondial.

### Pauvreté

Le Mali occupe le 176<sup>e</sup> rang mondial selon l'Indice de développement humain. Près de 78% de la population vit avec moins de 2 dollars par jour.





Tim Diment/Paros

*Le Festival sur le Niger, qui se tient chaque année dans la ville malienne de Ségou, montre bien qu'il n'y a pas de développement sans culture et pas de culture sans développement.*

### Une paix très instable

La reconquête du nord du Mali par les soldats français et maliens en 2013 a marqué le début des efforts visant à restaurer la paix. En 2015, ce fragile processus a toutefois été déstabilisé par une série d'opérations terroristes perpétrées dans le centre et le sud du pays. Ainsi, le 7 mars, un homme armé a ouvert le feu sur les clients du restaurant La Terrasse, à Bamako, fréquenté par des expatriés. La fusillade a fait cinq morts. Début août, une prise d'otages a eu lieu dans l'hôtel Byblos, à Sévaré. Elle s'est soldée par la mort de treize personnes, dont quatre assaillants. Le 20 novembre, un commando terroriste a attaqué l'hôtel de luxe Radisson Blu, à Bamako, prenant en otages 170 clients et employés. Le bilan était encore plus lourd : 22 morts. Chacun de ces attentats a été revendiqué par un ou plusieurs groupes djihadistes.

soient différents, qu'ils se montrent innovants et créatifs dans leur conception de l'État et du développement», espère-t-il.

Pour Mohamed Salia Touré, président du Conseil national de la jeunesse (CNJ), l'enjeu réside plutôt dans la formation de la jeunesse. Son organisation vient d'initier près de 400 jeunes Maliens aux valeurs de la paix et du vivre-ensemble. Ces « nouveaux médiateurs de la paix » deviendront ainsi des ambassadeurs pour combattre l'extrémisme violent. Le Forum international de la jeunesse sur la paix et la sécurité au Sahel, qui s'est tenu en septembre 2014, a été un signal fort pour aller de l'avant.

### La culture, une arme pour la renaissance

Au-delà de la survie quotidienne et du plaidoyer de la société civile pour installer la réconciliation nationale dans les cœurs, d'autres élans visent à créer une forme de renaissance artistique et culturelle au Mali. Puisqu'il n'y a pas de développement sans culture ni l'inverse, la tenue en 2015 des dixièmes Rencontres de Bamako – ou Biennale africaine de la photographie –, après une interruption de quatre ans, a soulevé une belle vague d'optimisme chez les jeunes. « Ce rendez-vous incontournable est une chance. Il nous permet de sortir du quotidien, de rencontrer des artistes et des photographes de talent », relève Dicko, étudiante au Conservatoire des arts et métiers de Bamako.

Le regard de la jeune fille s'est porté avec attention sur l'incroyable exposition d'Aboubacar Traoré, intitulée *Inch'Allah*. Un heureux présage pour ce photographe malien qui s'est vu attribuer le prix de l'Organisation internationale de la francophonie ? L'artiste réconcilie d'une certaine façon les Maliens avec eux-mêmes. Ses portraits d'hommes casqués dénoncent l'absurdité de l'intégrisme qui a bien failli coûter au Mali son hospitalité et sa joie de vivre légendaires.

Plus que jamais, les femmes et les jeunes occupent le devant de la scène sociopolitique et culturelle, et ils le font savoir. L'ignorer, c'est fermer les yeux sur un pays avide de changement. D'ailleurs, la loi sur la promotion du genre, votée le 13 novembre dernier par la majorité des députés à l'Assemblée nationale, illustre bien cet espoir, celui d'un pays en pleine reconstruction et prêt pour des lendemains meilleurs. ■

*\*Mame Diarra Diop est rédactrice en chef de l'hebdomadaire « Journal du Mali » et du journal dumali.com. Elle préside l'Association malienne des professionnels de la presse en ligne.*



## Sur le terrain avec...

**Andreas Loebell, chargé de programme au bureau de la coopération suisse à Bamako**

Pour aller au bureau et revenir chez moi, je passe chaque jour une heure au volant de ma voiture dans les embouteillages de Bamako. Le trafic est inouï dans cette ville dont la population a plus que doublé en vingt ans. Motos et voitures surgissent de tous les côtés. Un ami malien m'a recommandé la règle suivante pour sortir indemne de cette circulation anarchique : « Ne te demande pas quel conducteur est dans son droit. Évite les problèmes. Si quelqu'un te brûle la priorité, laisse-le passer. » Ce conseil m'a bien aidé. Depuis mon arrivée, en septembre 2014, je n'ai pas eu d'accident.

Si le trafic est le problème de sécurité numéro un à Bamako, d'autres risques sont moins visibles dans le pays, mais tout aussi réels. La mise en œuvre de l'accord de paix, signé en juin dernier, peine à démarrer. Il se passe rarement une semaine sans qu'une attaque violente, attribuée à des groupes djihadistes ou à des bandits, ne soit perpétrée dans le nord du pays. Depuis début 2015, les autres régions, y compris la capitale, sont également touchées. En outre, la criminalité a fortement augmenté. De manière générale, la sécurité reste précaire, ce qui limite considérablement notre marge de manœuvre.

Le nord et le centre du pays sont des zones dangereuses pour les Occidentaux, en raison du risque élevé d'enlèvements. Responsable du programme de développement rural et des économies locales, je ne peux donc pas visiter actuellement nos projets dans ces régions. Sur le terrain, nos partenaires travaillent avec des collaborateurs maliens. Ces derniers sont peut-être des cibles moins directes pour les ravisseurs, mais ils courent aussi des risques et doivent prendre de nombreuses mesures de précaution lors de leurs déplacements.

Récemment, j'ai eu l'occasion de participer à un atelier sur la coordination des interventions humanitaires et des activités de développement dans les zones affectées par le conflit. C'était impressionnant de voir d'anciens belligérants, signataires de l'accord de paix, réunis à une même table dans une atmosphère presque sereine. Alors qu'ils s'affrontaient encore sur le terrain quelques mois auparavant, ils ont discuté durant deux jours d'un thème qui présente un intérêt pour l'ensemble des parties : comment sécuriser ces zones pour permettre la réouverture des écoles, le retour des réfugiés et la relance de l'économie ? Cet atelier m'a redonné de l'espoir. C'était un petit pas vers le rétablissement de la paix et de la sécurité. Mais il en faudra encore beaucoup d'autres.



DDC

En attendant, le sud du pays est pratiquement la seule région où je puisse circuler librement. L'été dernier, je me suis rendu dans la région de Bougouni pour visiter un projet de production de coton biologique, qui a obtenu des résultats spectaculaires dans la promotion des femmes. Ce projet, financé par le Secrétariat d'État à l'économie (Seco), a recouru aux quotas pour aider les femmes à acquérir des charrettes, un moyen de production indispensable : il a décrété que ses crédits seraient

« Il se passe rarement une semaine sans qu'une attaque violente ne soit perpétrée. »

alloués à parts égales aux représentants des deux sexes, alors que la majorité des producteurs sont des hommes. Auparavant, les femmes devaient attendre que leur mari n'ait plus besoin de la charrette du ménage pour l'utiliser à leur tour. Souvent, le moment de l'épandage d'engrais ou de la récolte était alors dépassé. Depuis que les paysannes ont pu acheter elles-mêmes des charrettes, leur productivité et donc leurs revenus ont augmenté. Cela les a rendues plus fortes, plus autonomes et a renforcé leur estime de soi. ■

*(Propos recueillis par Jane-Lise Schneeberger)*

### Soutien multiple de la Suisse

La DDC est présente au Mali depuis les années 70. Elle concentre ses activités sur les régions de Tombouctou (nord), Mopti (centre) et Sikasso (sud). Son programme de coopération porte sur trois domaines : développement rural et économies locales ; gestion publique locale ; éducation de base et formation professionnelle. La DDC fournit également une aide humanitaire, afin d'assister les déplacés internes ayant dû fuir les violences dans le nord du pays et d'autres groupes vulnérables de la population également affectés par le conflit. D'autres offices de la Confédération sont aussi actifs au Mali actuellement. Ainsi, le Seco réalise des projets de coopération économique au développement, tandis que la Division Sécurité humaine du DFAE s'investit dans la transformation des conflits et le traitement du passé. [www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch), « Pays », « Mali »

## Des questions après la noyade de huit écolières

Dimanche, 14 septembre 2014. Depuis le bord du lac des Quatre-Cantons, j'appelle mon cousin qui vit dans le village de Tacharane, près de Gao, au nord du Mali. Au lieu des salutations d'usage, il m'annonce d'emblée que tout le village est sur le pied de guerre. Les hommes recherchent huit écolières, âgées de 13 à 15 ans, qui ont disparu au petit matin. Je ne peux m'empêcher de faire des associations lugubres. Quelques mois auparavant, des obus avaient atterri de nuit sur l'école du village voisin.

Mon cousin poursuit son récit. Les filles sont parties dans les rizières pour y cueillir des feuilles de *kaarou*, nom local de l'*Aeschynomene crassicaulis*, une légumineuse aquatique. Elles ont pris place à bord d'une pirogue pour traverser la mare qui sépare le village de la plaine submergée. Soudain, un vent violent s'est levé. Le piroguier racontera plus tard que les écolières se sont précipitées sur lui, alors qu'il cherchait à maîtriser son embarcation. La pirogue a fini par chavirer. Le jeune pêcheur s'est retrouvé dans l'eau, les mains des passagères encore agrippées à son corps. Seul rescapé, il a alerté le village. Une flottille de pirogues a ratisé la zone ; des nageurs ont plongé sans équipement. En fin d'après-midi, on a retrouvé les corps des huit jeunes filles. Les funérailles se sont tenues en présence de personnalités officielles venues de Gao.

La nouvelle a ébranlé cette région, où les drames abondent pourtant. À la radio, le maire de Gounzourèye a dénoncé la misère qui force les enfants à risquer leurs vies pour aller cueillir des plantes comestibles. Mon cousin, de son côté, relativise. Il précise que les filles vendent les feuilles de *kaarou* en ville pour s'acheter quelques effets en vue de la rentrée scolaire du 1<sup>er</sup> octobre.

Après l'émoi et la tristesse vient le temps du questionnement. Pourquoi les filles ne savent-elles plus nager ? Jadis, on se retrouvait l'après-midi au bord du fleuve Niger pour laver le linge et la vaisselle, pêcher et surtout se baigner. Jusque dans les années 70, la traversée annuelle du fleuve par les troupeaux de vaches donnait lieu à une grande fête populaire, conduite par le *harikoy*, le « maître des eaux ». On vivait en symbiose avec le fleuve, même

si, en période de crues, les récits d'attaques de caïmans effrayaient les gens. Aujourd'hui, les jeunes ont perdu ce lien. Le fossé s'est davantage creusé pour les filles, qui excellaient jadis à la nage. Mon cousin me rappelle que sa sœur battait tous les garçons à la traversée.

Pourquoi la jeunesse s'est-elle tant éloignée de ce cours d'eau nourricier ? Que faire lorsque la natation n'est plus le sport « naturel » des jeunes riverains ? En 2012, les femmes de Gao se sont révoltées contre l'interdiction de se baigner dans le Niger, qui leur avait été imposée par les occupants islamistes. On invoquait alors une agression frontale contre la communion ancestrale avec les esprits du fleuve.



**Mohomodou**

**Houssouba**, né en 1965, a grandi à Gao, dans le nord-est du Mali. Il a suivi une formation pédagogique en anglais à Bamako, puis dans l'Illinois, aux États-Unis. Depuis quatorze ans, il habite en Suisse, d'où il écrit ses observations sur une société malienne en pleine mutation culturelle. Son premier ouvrage, *Bagoundié blues – Petites lumières sur la boucle du Niger*, paru en 2003, est un essai géographique sur Gao dans les années 70, époque marquée par une grande sécheresse et l'émergence de mouvements intégristes au Sahel. Il vit et travaille à Bâle.

Faut-il introduire des cours de natation à l'école pour ramener les enfants vers le fleuve ? La réponse semble être oui, mais comment faire ? L'éducation physique est limitée aux exercices dans la cour de l'école. Organiser des sorties de natation pour quatre-vingts ou cent élèves ne sera pas une mince affaire pour l'unique instituteur de la classe. Les scénarios ne manquent pas pour autant. Pourquoi ne pas recruter des pêcheurs afin qu'ils transmettent leur savoir-faire aux élèves ? Il faudrait leur trouver un créneau dans le programme scolaire.

Le martyr des huit écolières de Bichibar a soulevé une question sans réponse évidente. La scolarisation des filles est inscrite dans les objectifs fondamentaux de l'ONU. Les gouvernements affichent volontiers leurs bons résultats en la matière. Hélas, l'école se résume trop souvent à quatre murs, un tableau noir et des tables-bancs. Les

enfants y apprennent à répéter ou à recopier à longueur de journée, sans bouger ni broncher. Et si cette inertie cultivée recélait à maints égards le naufrage de masse d'une génération ? ■



# Les pompes de l'espoir

Les petits paysans du Corridor de Nacala, dans le nord du Mozambique, souffrent encore des séquelles de la guerre civile. Le projet Horti-Sempre, financé par la DDC, doit les aider à échapper à la pauvreté.



João Costa Zwieler/DDC

**L'acquisition d'une pompe facilite l'irrigation des cultures. Zainabo Abdala (à droite), une productrice de légumes, gagne ainsi beaucoup de temps.**

(sas) Tous les matins, Zainabo Abdala se levait à quatre heures, envoyait ses filles à l'école et se rendait ensuite sur son champ. Elle passait toute la journée à aller chercher de l'eau au puits et à s'occuper de ses légumes. Pourtant, ce dur labeur lui suffisait à peine pour survivre. En 2013, avec l'appui de la DDC, Zainabo a pu s'acheter une pompe hydraulique appelée *hip pump*. «L'arrosage est alors devenu bien plus facile», affirme-t-elle. Désormais, il ne lui faut pas plus de deux heures pour irriguer son champ.

Zainabo Abdala figure parmi les quelque 4000 petits paysans visés par le projet Horti-Sempre de la DDC, dans le nord du Mozambique. L'objectif est de développer le marché local pour que ces producteurs puissent augmenter leurs revenus et ainsi échapper à la pauvreté. La région est restée très isolée durant les quinze années de guerre civile et manque cruellement de savoir-faire agricole. Lancé en 2013, Horti-Sempre est mis en œuvre par Swisscontact. La DDC lui consacra 5 millions de francs d'ici fin 2016. Le projet compte quatre composantes. Il met sur le marché des semences de meilleure qualité, importées du Brésil. Il soutient l'achat de pompes qui permettent aux paysans d'arroser rapidement de

grandes surfaces cultivées. Des spécialistes diffusent des connaissances sur les méthodes de fertilisation et la production de plantons. Enfin, pour faciliter l'accès des petits paysans au marché, le projet les met en relation avec des grossistes en légumes.

## Premiers succès

Les débuts de Horti-Sempre sont prometteurs: les 3000 petits paysans qui en bénéficient déjà ont gagné en moyenne 91 dollars de plus en 2014 que l'année précédente. C'est un montant considérable si l'on sait que leur revenu annuel ne dépasse pas 300 dollars en général. Les cultivateurs ont pu augmenter d'un tiers au moins leur production. En vendant ses légumes au marché, Zainabo Abdala a gagné trois fois plus en 2014 qu'en 2013. «Cet argent supplémentaire a été vital. Il m'a permis d'envoyer ma mère malade à l'hôpital», raconte-t-elle. Zainabo a même pu convaincre sept villageoises, qui avaient quitté la coopérative agricole il y a quelques années, de se remettre à la culture maraîchère. C'est en voyant fonctionner la pompe qu'elles ont repris espoir. ■

(De l'allemand)

## Intervention indirecte

Le projet Horti-Sempre applique une approche qui consiste à développer les systèmes de marché pour qu'ils fonctionnent au bénéfice des pauvres. «Nous n'intervenons pas directement dans le système. Nous agissons plutôt comme des diplomates», explique Pierre Strauss, responsable des projets de la DDC dans les secteurs privé et financier au Mozambique. Au lieu de distribuer elle-même des semences, par exemple, la DDC organise des rencontres entre les semenciers et les paysans. Elle convainc des investisseurs qu'il existe des débouchés pour les *hip pumps* ou bien elle met en contact des grossistes en légumes et des petits paysans. «Nous ne sommes jamais un acteur direct, mais nous jouons le rôle d'intermédiaire et de promoteur. Cela garantit que le système continuera de fonctionner au-delà de l'engagement de la DDC», souligne Pierre Strauss.

# Un toit malgré la hausse des loyers

Des milliers de Géorgiens, réfugiés dans leur propre pays, vivent depuis des décennies dans des abris de fortune. Par la construction de logements sociaux et le lobbying politique, la DDC contribue à améliorer la situation des personnes déplacées ou socialement défavorisées.



Quelque 130 000 Géorgiens, qui ont fui les conflits en Ossétie du Sud et en Abkhazie, vivent encore dans des abris de fortune. Un retour chez eux n'est pas possible pour l'instant.

## Visions estudiantines

Pour sensibiliser la relève académique à la question du logement social, la DDC a convaincu plusieurs universités de Géorgie d'offrir des cours sur ce thème. Elle a par ailleurs organisé plusieurs concours à l'intention des étudiants en architecture. Sandro Lobjanidze est le lauréat de l'édition 2015. « Pour les Géorgiens, le logement social est une notion tout à fait nouvelle », explique-t-il. « En tant qu'architectes, nous pouvons faire œuvre de pionniers et proposer de beaux projets, afin que personne n'ait honte d'habiter un logement social. » L'étudiant lance une idée : « Pourquoi ne pas intégrer les appartements sociaux dans des bâtiments locatifs ordinaires ? Ce serait idéal pour l'intégration des habitants. »

(sas) Le rêve de la Géorgie d'accéder pacifiquement à l'indépendance aura été de courte durée. Après que cet État du Caucase s'est libéré du joug soviétique en avril 1991, de sanglants conflits ont éclaté dans les régions séparatistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie. Quelque 260 000 personnes ont été chassées de chez elles. La moitié d'entre elles vivent aujourd'hui encore dans des abris de fortune. Il leur est pratiquement impossible de retourner sur leurs terres d'origine, qui continuent d'être la proie de conflits.

Dodo Lakia est l'une de ces personnes déplacées. Lorsque des troupes paramilitaires ont massacré en 1993 des milliers d'habitants dans sa ville natale de Soukhoumi, capitale de l'Abkhazie, elle a fui avec son mari et leurs deux filles. « Pendant dix ans, nous avons vécu dans l'enceinte d'une ancienne usine chimique. Notre santé en a fortement pâti », raconte cette femme de 54 ans. Elle habite aujourd'hui avec sa famille à Zougdidid dans un complexe d'appartements sociaux financés par la DDC. « Ici, nous

sommes heureux et en sécurité, même si nous nous sentons parfois un peu à l'étroit dans notre logement d'une pièce. »

## Pour les oubliés du boom immobilier

Entre 2007 et 2013, dans le cadre du projet Social Housing in Supportive Environments (SHSE), la DDC a financé la construction de 19 bâtiments dans sept villes, ce qui représente un total de 168 appartements. C'était une nouveauté pour la Géorgie, où il n'y avait pas de logements sociaux avant 2007. Les bâtiments appartiennent aux autorités municipales. Celles-ci les mettent gratuitement à disposition des personnes déplacées qui ne peuvent se permettre de louer un appartement. Le projet soutient les efforts du gouvernement qui a décidé officiellement en 2007 d'améliorer la situation des déplacés internes. « L'objectif du SHSE est d'accélérer la fermeture des abris de fortune et de faire connaître aux autorités le modèle des appartements sociaux », explique Patrik Olsson, respon-



sable du programme de la DDC dans le Caucase du Sud.

Ces logements ne sont pas destinés qu'aux réfugiés de guerre. Les personnes âgées dans le besoin, les sans-abris et les travailleurs occasionnels peuvent également en profiter. Bien que le secteur de la construction soit en plein boom, ces groupes de population n'ont quasiment aucune chance de

qui concerne l'avenir de cette prestation dans le pays. La commune de Bolnisi, par exemple, a converti une ancienne caserne de police en logements sociaux», indique-t-il. La Géorgie n'a toutefois pas encore adopté une politique d'aménagement du territoire. Cela pourrait avoir des répercussions négatives sur la construction de logements sociaux, craint l'expert: «L'entière responsabilité repose



*Les logements sociaux construits avec l'aide de la Suisse – comme ici à Tbilissi – sont destinés non seulement aux réfugiés de guerre, mais aussi aux personnes âgées dans le besoin, aux sans-abris et aux travailleurs occasionnels.*

trouver à se loger sur le marché libre. Gocha Khuatsaria, 51 ans, est de ceux qui n'ont pas pu faire face à la hausse des loyers. Son emploi de chauffeur de bus lui rapporte dix laris (quatre francs suisses) par jour – à condition qu'il trouve du travail. «Lorsque ma mère est tombée gravement malade, j'ai dû vendre la maison pour payer son traitement», explique-t-il. Gocha et sa famille ont déménagé dans un appartement dont le loyer est vite devenu trop cher et ils se sont retrouvés à la rue. Ils se sont alors inscrits sur la liste d'attente pour obtenir un logement du SHSE à Zougdidi et la chance leur a enfin souri. «Nous n'avons plus à craindre d'être mis à la porte du jour au lendemain, faute de pouvoir payer le loyer», se réjouit le père de famille. «Sans cet appartement et le soutien mutuel entre voisins, notre vie serait horrible.»

### Une initiative pour les sans-abris

Une fois terminée la phase de construction, en 2013, la DDC s'est attelée à convaincre les autorités géorgiennes qu'il était nécessaire de mettre à disposition des logements sociaux. Avec un certain succès. Ainsi, le ministère de l'économie et du développement durable a adopté les normes de construction mises au point par la DDC pour la Géorgie. L'architecte bernois Rolf Grossenbacher a accompagné cette dernière phase du projet, qui s'est achevée en avril 2015. «Je suis confiant en ce

sur les communes, qui n'ont souvent pas assez d'argent pour financer de tels projets.»

Tamuna Tsivtsivadze, chargée de programme au bureau suisse de coopération à Tbilissi, la capitale, se montre également optimiste, mais avec réserve. La construction des bâtiments a presque été, selon elle, la partie la plus facile: «Le travail de persuasion, en revanche, est difficile, en raison notamment des rapports de force politiques en perpétuelle mutation dans le pays. Ce que la DDC a accompli jusqu'ici est révolutionnaire, vu les conditions qui prévalent en Géorgie.» Une nouvelle initiative du ministère du travail, de la santé et des affaires sociales est, elle aussi, porteuse d'espoir: baptisée «Overcoming Homelessness», elle vise à bâtir des logements pour les sans-abris dans l'ensemble du pays. «Nous voulons utiliser cette occasion pour inscrire notre projet à l'agenda politique du gouvernement», se promet Tamuna Tsivtsivadze. Si le ministère devait se montrer réceptif, cela constituerait un énorme progrès pour le logement social en Géorgie et une garantie que l'engagement de la Suisse aura un effet à long terme. C'est d'ailleurs exactement ce qui se passe en Serbie, où le logement social connaît un petit boom depuis le bouclage des projets SHSE. ■

*(De l'allemand)*

### Une gérante au grand cœur

Les habitants des logements construits par la DDC en Géorgie sont suivis par des travailleurs sociaux, dont le salaire est pris en charge par les administrations communales. Chacun d'eux assume diverses tâches selon un tournus mensuel. Pour Lamazo Kobalia, ce n'était pas assez. Cette retraitée de 68 ans a ainsi, de sa propre initiative, repris la gestion de deux immeubles. «Prendre soin des autres locataires m'apporte une grande satisfaction, car ils sont un peu ma famille», explique-t-elle. Lamazo Kobalia règle les factures d'entretien, établit les calendriers d'utilisation de la buanderie et passe régulièrement chez chaque habitant. Avec son groupe de musique folklorique Mapshalia, elle apporte en outre un peu de gaîté dans la communauté.

# DDC interne



Francck Guizou/hemis.fr/af

## Formation hôtelière au Laos

(bm) Au Laos, le tourisme représentait 18% du produit national brut en 2013. Le nombre de visiteurs a augmenté en moyenne de 20% par an durant les deux dernières décennies, pour atteindre 3,7 millions. Ce secteur économique en pleine expansion présente un fort potentiel de création d'emplois. Afin de dynamiser et de permettre aux jeunes d'acquérir des compétences, en particulier dans le secteur hôtelier, la Suisse soutient, conjointement avec le Luxembourg, la réforme de la formation professionnelle. La contribution de la DDC concerne surtout les jeunes les plus pauvres, en particulier ceux issus des minorités ethniques, et les femmes. L'octroi de bourses devrait faciliter l'accès des plus démunis à une formation. D'ici à 2020, environ 5000 jeunes bénéficieront de ce projet.

*Durée du projet: 2015-2020*  
*Volume: 9,75 millions CHF*

## Contribution au PNUD

(hsf) Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) est l'une des principales institutions partenaires de la DDC. Il a pour mission de réduire la pauvreté, les inégalités et l'exclusion dans les pays pauvres. Il aide ces derniers à mettre en œuvre plus efficacement leurs stratégies de développement. La DDC verse à cette agence onusienne une contribution

annuelle de 60 millions de francs, ce qui fait d'elle l'un des dix plus grands donateurs. Parmi les exemples de collaboration réussie entre la DDC et le PNUD figurent les mesures prises au Nicaragua pour réduire l'impact du changement climatique: des ouvrages de protection contre les crues ont été construits et on a formé quelque 2000 spécialistes de la prévention des catastrophes naturelles.  
*Durée du projet: 2015-2017*  
*Volume: 180 millions CHF*

## Freiner la surpêche

(bm) Au Myanmar, la transition vers une économie de marché et un système plus démocratique a ouvert de nouvelles perspectives. Mais elle a aussi créé des tensions entre les citoyens, le gouvernement et le secteur privé sur le contrôle et la gestion des ressources naturelles. En raison des problèmes que pose l'application des réglementations de la pêche, les eaux poissonneuses du golfe de Martaban sont surexploitées au bénéfice des plus riches. Afin de protéger cette biodiversité contre la surpêche, la DDC soutient un projet visant à encourager une utilisation durable des ressources aquatiques du golfe au profit des communautés locales qui en dépendent. L'amélioration de la gestion des pêcheries, mais aussi l'accès à d'autres activités économiques, font partie des mesures prévues.



Lisa Magnolay/DDC

L'objectif est de réduire la pauvreté des populations rurales. Les femmes seront parmi les principales bénéficiaires du projet.

*Durée du projet: 2015-2018*  
*Volume: 4,6 millions CHF*

## Contribution de la diaspora

(dey) La Moldavie connaît une forte émigration. Environ un tiers de la population active a émigré au cours des dix dernières années. Un projet, financé par la DDC, vise à saisir au mieux les chances offertes par la migration en termes de développement et de retombées socioéconomiques. L'un de ses axes consiste à soutenir les autorités moldaves dans l'élaboration d'un cadre législatif qui facilite l'implication des membres de la diaspora dans le développement de leurs communautés d'origine. Grâce à cette nouvelle réglementation, les émigrés pourront, par exemple, investir dans la construction d'infrastructures. Le projet encourage aussi le secteur privé à développer des produits utiles aux migrants et à leurs familles.

*Durée du projet: 2014-2018*  
*Volume: 7 millions CHF*

## Traitement de l'eau en Ukraine

(ung) Les autorités sanitaires de la ville ukrainienne de Donetsk ont constaté début 2015 une augmentation importante des cas d'hépatite A. L'insalubrité de l'eau en était la cause principale. Quelques mois plus tard, l'Aide humanitaire de la Confédération acheminée vers l'est de l'Ukraine 1200 tonnes de produits chimiques destinés au traitement de l'eau. Environ 3 millions de personnes – de part et d'autre



DDC

de la « ligne de contact » – ont profité de cette opération. La Suisse est le seul acteur étatique à avoir mis sur pied des convois humanitaires traversant la ligne de séparation entre les parties. L'Aide humanitaire a également livré plusieurs systèmes Wata qui permettent aux autorités locales de produire de manière autonome et durable une solution chlorée destinée au traitement de l'eau.

*Durée du projet: 2015-2016*  
*Volume: 1 million CHF*

## Plateforme sur la migration et le développement

(sauya) En novembre dernier, la DDC a lancé la Plateforme de la société civile suisse sur la migration et le développement ([www.mdplatform.ch](http://www.mdplatform.ch)). Celle-ci vise à intensifier les discussions sur la contribution des migrants au développement, à renforcer le positionnement des ONG suisses au niveau international et à soutenir la cohérence des politiques. Concrètement, il s'agit d'encourager les échanges entre les membres, en y impliquant les autorités suisses et d'autres partenaires étrangers. La plateforme est gérée conjointement par Caritas et Helvetas Swiss Intercooperation. Elle s'est déjà révélée utile pour dégager des positions communes lors du 8<sup>e</sup> Forum mondial sur la migration et le développement, qui s'est déroulé en octobre dernier à Istanbul.  
*Durée du projet: 2015-2018*  
*Volume: 900 000 CHF*



# Moitié touriste, moitié sauveur

Le «volontourisme» est en plein boom. Un nombre croissant d'opérateurs proposent des formules combinant travail volontaire et activités touristiques dans les pays du Sud. Ce type de bénévolat est souvent présenté comme une aide au développement, mais il profite plus aux voyageurs eux-mêmes qu'aux populations locales. De Jane-Lise Schneeberger.



Une volontaire à la périphérie de Maputo, au Mozambique : de plus en plus d'Occidentaux veulent participer à un projet humanitaire ou environnemental pendant leurs vacances.

Le volontariat international a une longue tradition dans la coopération au développement. Cela fait plus de cinquante ans que des ONG, des œuvres missionnaires ou des agences de coopération envoient des volontaires dans les pays du Sud, généralement pour des missions de longue durée.

Depuis une dizaine d'années, un nouveau phénomène prend de l'ampleur dans ce domaine. Les habitants des pays industrialisés, lassés d'être de simples touristes, veulent voyager autrement. Ils veulent faire quelque chose d'utile pendant leurs vacances, servir une cause humanitaire ou environnementale. L'explosion de la demande a transformé l'offre, qui doit désormais être disponible à tout moment. On parle de «volontariat flexible» : que le voyageur ait envie de creuser des puits au Ghana, de construire une école au Vietnam, de s'occuper d'orphelins au Népal ou encore de protéger des tortues marines au Mexique, il doit pouvoir le faire pour une courte durée et aux dates qui lui conviennent. Les agences de voyage ont in-

vesti ce créneau très lucratif et inventé un nouveau produit, le «volontourisme», qui combine volontariat et tourisme.

Christine Plüss, directrice d'Arbeitskreis Entwicklung und Tourismus (akte), à Bâle, voit dans cette évolution une perversion du volontariat : «Le volontourisme peut être une chance pour sensibiliser les voyageurs aux réalités du Sud. Malheureusement, les offres actuelles se basent plus sur les besoins des touristes que sur ceux de la population locale.» Cela conduit à des aberrations, signale M<sup>me</sup> Plüss : «Au Sri Lanka, des écoles sont repeintes tous les mois par de nouveaux groupes de touristes.»

## «Voyager et aider»

Dans ce nouveau secteur, où la frontière entre opérateurs commerciaux et non commerciaux est parfois floue, les offres en tout genre foisonnent sur Internet. Généralement, elles n'exigent des clients aucune compétence particulière. Ainsi, des

## Un volontourisme plus responsable

Les règles du développement durable et de la protection des enfants sont rarement respectées par les prestataires de volontourisme. C'est la conclusion d'une récente étude réalisée par trois ONG (une suisse et deux allemandes), qui ont examiné 44 offres proposées par 23 opérateurs dans l'espace germanophone. Intitulée *Vom Freiwilligendienst zum Voluntourismus*, cette enquête constate également que la plupart des prestataires n'opèrent aucun choix préalable parmi les volontaires. Ils n'exigent ni curriculum vitae, ni lettre de motivation, ni extrait de casier judiciaire, et ne se renseignent pas sur les connaissances linguistiques et l'expérience professionnelle de leurs clients. Le rapport les invite à concevoir les stages de manière plus responsable et à en limiter les risques, en particulier pour les enfants.

[www.fairunterwegs.org/voluntourismus](http://www.fairunterwegs.org/voluntourismus)



Juergen Escher/af

*En général, les offres de volontourisme n'exigent aucune compétence particulière. Cet amateurisme peut s'avérer dangereux, par exemple si des touristes sont engagés dans la reconstruction après un séisme – ici, un village népalais.*

### Volontaires qualifiés sur le terrain

L'association faîtière Unité, créée en 1964, regroupe 22 ONG suisses qui pratiquent « la coopération par l'échange de personnes », autrement dit le volontariat. Elle garantit la qualité de leurs activités. Quelque 700 volontaires, envoyés par ses membres, étaient engagés sur le terrain en 2014. Environ 90% d'entre eux sont des experts qualifiés et expérimentés. Ils effectuent une mission de longue ou de courte durée. Les 10% restants sont des diplômés qui acquièrent une première expérience professionnelle à l'étranger et des jeunes non qualifiés qui participent à un stage de sensibilisation. La DDC cofinance Unité et plusieurs de ses membres. Elle soutient principalement l'envoi de professionnels qualifiés qui sont intégrés dans des projets de développement et dont l'affectation répond à un besoin.

[www.unite-ch.org](http://www.unite-ch.org)

volontouristes donnent des cours d'anglais, alors qu'ils n'ont jamais enseigné. D'autres, tout aussi inexpérimentés, construisent des murs ou des charpentes. « Cet amateurisme peut être dangereux, notamment dans les hôpitaux, où on voit des touristes distribuer des médicaments ou soigner des plaies », s'inquiète Pierre de Hanscutter, directeur du Service volontaire international, à Bruxelles. Les prestataires présentent souvent ces missions comme une contribution au développement. Sous le slogan « Voyager et aider », leur publicité promet aux touristes qu'ils vont améliorer les conditions de vie de la population locale, aider des gens à briser l'engrenage de la pauvreté ou resocialiser des enfants de la rue. « C'est un discours aux relents colonialistes. On fait croire aux touristes qu'ils sont capables de sauver le monde, juste parce qu'ils viennent des pays industrialisés », commente Christine Plüss. À son avis, aucun client ne devrait accepter de faire dans un pays du Sud ce qu'il ne serait pas autorisé à faire chez lui.

Le voyageur STA Travel réfute ces critiques. « Nos bénévoles sont toujours encadrés par un professionnel local et un coordinateur du projet. Dans les écoles, ils assistent l'enseignant titulaire, notamment en donnant des cours d'anglais », indique Caroline Bleiker, directrice de la filiale suisse. Elle cite en exemple un projet dans la ville cambodgienne de Siem Reap, à quelques kilomètres des temples d'Angkor. Les clients de l'agence travaillent pour New Hope Cambodia. Cette asso-

ciation dispense divers types de cours, y compris une formation professionnelle dans la restauration, aux habitants d'un quartier défavorisé. « Sans ce projet, tous ces gens ne pourraient pas apprendre l'anglais, n'auraient pas d'expérience, ni de compétences », affirme M<sup>me</sup> Bleiker.

### Concurrence à la main-d'œuvre locale

À l'instar de New Hope, nombre d'institutions dans les pays en développement comptent sur le travail des volontaires. Les Missionnaires de la Charité, par exemple, ne fonctionneraient pas sans eux. La congrégation fondée par Mère Teresa reçoit chaque année à Calcutta des centaines d'Occidentaux qui viennent aider les religieuses dans leurs activités au service des plus pauvres.

Cette main-d'œuvre gratuite, surtout lorsqu'elle est peu qualifiée, peut toutefois concurrencer les travailleurs indigènes. « Dans certains pays, le volontourisme est une plaie pour l'emploi local », relève Pierre de Hanscutter. « Des petits artisans ou des professeurs, dont le revenu est déjà très maigre, voient arriver des touristes qui ont payé – parfois très cher – pour faire leur travail. » STA Travel n'est pas de cet avis : « Nos bénévoles ne remplacent en aucun cas la main-d'œuvre locale. Ils travaillent pour des projets qui, sans eux, n'existeraient pas », indique Caroline Bleiker.

Les organisations de promotion du tourisme équitable recommandent de s'informer en détail sur les offres. Le client devrait toujours se demander quels





Vilhelm Skovsted/Kontinent/af

*Les volontouristes apprécient tout particulièrement les activités avec les enfants, comme ici en Tanzanie. Les organisations de promotion du tourisme équitable mettent toutefois en garde contre les risques liés au « tourisme d'orphelinat ».*

sont les besoins réels sur place, s'il est qualifié pour y répondre et pourquoi le projet concerné ne recourt pas à des ouvriers indigènes.

### **Les orphelinats, une attraction touristique**

Ces organisations mettent également en garde contre les risques liés au tourisme d'orphelinat. Comme les activités avec des enfants sont les plus prisées par les volontouristes, beaucoup d'offres incluent des stages dans de telles institutions. La forte demande a contribué à l'émergence de faux orphelinats dans de nombreux pays : les propriétaires recrutent des enfants auprès de parents pauvres, mais bien vivants.

Vrais ou faux orphelins, les enfants, qui ont besoin de stabilité affective, souffrent de la rotation continue de volontaires et peuvent développer des troubles psychologiques. D'autre part, le risque d'abus sexuels est élevé dans ces orphelinats qui ouvrent grand leurs portes aux étrangers.

### **Risque de confusion**

Le boom du volontourisme suscite des inquiétudes chez les ONG suisses spécialisées dans le volontariat. Selon Raji Sultan, responsable de la communication de leur association faîtière Unité, certaines offres jouent sur la confusion : « On fait passer ces voyages pour de l'aide au développement, alors que leur but est simplement de satisfaire un besoin d'aventures. Cet amalgame peut discréditer les ONG qui font un véritable travail de coopération,

en envoyant sur le terrain des professionnels qualifiés. »

Cela dit, ajoute Raji Sultan, le volontourisme présente d'indéniables avantages pour les voyageurs, notamment les jeunes : il leur permet de connaître d'autres cultures, d'élargir leur horizon et de comprendre les enjeux du développement. « En réalité, il s'agit de stages de sensibilisation. C'est sous ce nom qu'ils devraient se vendre. »

### **Récolte de coton ou de cacao**

Certains prestataires le font. C'est le cas du voyageur Globotrek qui s'est associé avec Helvetas pour proposer des voyages incluant la découverte d'un projet agricole réalisé par cette ONG. « Notre objectif est de sensibiliser les touristes à la vie des petits paysans et de leur montrer un projet de développement », explique Franziska Kristensen, responsable de ce partenariat chez Helvetas. Pendant deux ou trois jours, les touristes partagent les activités quotidiennes d'une famille rurale. Au Kirghizstan, ils peuvent participer à la récolte du coton et en Bolivie à celle du cacao. Ces séjours sont très courts pour éviter de concurrencer la main-d'œuvre indigène et aucun voyage n'est mis sur pied sans l'approbation de la communauté locale. « Lors d'une séance préparatoire, nous expliquons aux participants qu'il ne s'agit pas d'une aide, mais d'un échange d'égal à égal », souligne M<sup>me</sup> Kristensen. ■

### **Les retraités, une mine de compétences**

Le volontariat se pratique à tout âge. De nombreux retraités mettent leurs compétences et leur expérience au service de projets de développement. Le Senior Experts Corps (SEC) comprend plus de 700 experts suisses, âgés pour la plupart de 60 à 75 ans, qui sont disposés à partir pour des missions de deux à douze semaines. Ce groupe a été mis sur pied par Swisscontact en 1979. Il répond à des demandes venant principalement de PME et d'écoles professionnelles dans les pays partenaires de l'ONG. Ses membres ne vont pas sur place pour travailler, mais pour donner des conseils ou dispenser des formations. Les deux tiers des requêtes concernent le domaine alimentaire (chocolatiers, fromagers, cuisiniers), le tourisme (hôteliers) et le management (experts en marketing, économistes d'entreprises).

[www.swisscontact.org](http://www.swisscontact.org), chercher « SEC »

# La grande détresse

Cela peut sembler blasphématoire et amoral de vouloir trouver un bon côté aux événements sanglants qui se sont produits en novembre dernier à Paris. Mais dans de telles situations, on n'a le choix qu'entre l'espoir et le désespoir. Or, ce dernier débouche sur la haine et la soif de vengeance.

Le matin qui a suivi ces attentats terroristes, je l'ai passé, comme des millions d'autres gens, devant ma télévision et sur Internet. Et avec ma fille qui dessinait la tour Eiffel entourée de flammes rouges. Elle m'a demandé ce que signifie « Pray for Paris ». Elle devait dessiner une affiche pour la Journée internationale de la tolérance. C'est pourquoi elle a voulu savoir si l'on pouvait appeler tolérance ce qui se passait sur Internet – cette avalanche de tours Eiffel et les gens qui peignaient leur profil Facebook aux couleurs du drapeau français. J'ai répondu que non. Cela, c'est autre chose. « C'est quoi, alors ? » C'est la guerre.

Ma réponse a fusé, comme si j'étais le pape ou François Hollande. Par chance, je n'avais pas de bombardiers, ni de troupes au sol. Sinon, je les aurais immédiatement envoyés en Syrie pour une opération de représailles. Maintenant que je ne suis plus

sous le coup de l'émotion, je voudrais corriger mon erreur, rectifier la réponse faite à ma fille : ce qui s'est passé ce matin-là sur Instagram, Facebook et dans le cœur des gens s'appelle de la solidarité. Et être solidaire signifie ceci : tu prêtes assistance à l'autre dans les moments difficiles, sa détresse est ta détresse, tu l'aides à porter son fardeau.

C'est là justement que commence le côté lumineux de cette tragédie. Paris n'est plus une ville lointaine et étrangère. Elle nous semble proche, comme l'étaient Londres en 2005 ou Madrid en 2004. Il ne s'agit pas d'une proximité géographique, non, notre conscience s'est tout simplement modifiée en profondeur : l'Europe fait partie de « nous ». Nous formons maintenant une équipe et cela nous fait mal si un membre de l'équipe reçoit des coups. Personnellement, j'avais la gorge nouée ces jours-là en entendant chanter *La Marseillaise*. Comme si c'était mon propre hymne national. Il est bien possible que des millions de non-Français, à travers toute l'Europe, aient ressenti la même chose. À vrai dire, le côté lumineux s'arrête déjà là. Sur le plan émotionnel, nous sommes solidaires. Mais dans la pratique ? Il n'en est rien. Nous partageons les senti-

ments des Français, mais nous ne pouvons pas vraiment les aider. Ils ont aussi besoin de notre soutien pour faire face à une autre détresse. Je pense ici à la répartition solidaire des flux des réfugiés. Pourtant, dès que l'on commence à en parler, les Européens de l'Est prennent la tangente. La Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie et la Pologne refusent d'accueillir des migrants. Les États baltes, eux, sont d'accord, mais quand l'un de nos « éclaireurs » revient d'un camp de réfugiés en annonçant que personne n'a envie de s'installer chez nous, la majorité de la population pousse secrètement un énorme soupir de soulagement : ô, mon Dieu, quel bonheur que nous soyons si peu attrayants, si laids, qu'il pleuve et qu'il neige si souvent chez nous, que notre ciel soit tellement nuageux.

Nous fuyons nos responsabilités. Nous ne voulons pas voir la détresse. À commencer par celle, immense, des gens qui viennent chercher refuge ici. Et ensuite, celle de toute l'Europe. En principe, c'est la première véritable détresse qui s'abat sur l'Europe depuis notre adhésion. Et c'est la première fois que l'UE nous demande une aide. Même pas une aide réelle d'ailleurs, juste un geste symbolique. Ce serait préci-



**Marius Ivaskevicius**, 42 ans, fait partie de la nouvelle génération d'écrivains lituaniens. C'est l'un des auteurs contemporains les plus importants de son pays. Il a déjà publié huit ouvrages, dont certains ont été traduits dans d'autres langues. Pour l'instant, seule la pièce *Le Voisin* existe en français. Elle a été publiée en 2003 par les Presses universitaires de Caen dans un ouvrage intitulé *Deux dramaturges lituaniens*. Très éclectique, Marius Ivaskevicius est également journaliste, scénariste de courts-métrages, dramaturge, réalisateur de documentaires et metteur en scène. Il a écrit le scénario et mis en scène lui-même son dernier film *Santa*. Il vit et travaille à Vilnius.

sément de la solidarité, car les quelques milliers de personnes que Bruxelles veut nous attribuer sont une goutte d'eau face aux immenses vagues de réfugiés. C'est vrai, tout le monde aurait été plus tranquille si la guerre n'avait pas éclaté en Syrie, si Daech n'était pas né et si les gens étaient restés chez eux au lieu de se transformer en réfugiés. Mais la réalité est différente.

La marée humaine ne se tarira pas. Elle ne s'infiltrera pas dans le sol et ces gens n'arpenent pas indéfiniment les autoroutes européennes. Quelqu'un doit les accueillir, leur donner un toit et de quoi manger. Je ne doute pas un instant que l'Europe surmontera la crise. Avec ou sans nous. Mais notre cohésion sera mise à rude épreuve. Cette grande détresse peut nous unir ou nous diviser définitivement. ■

(Du lituanien)



Xavier Popy/realif



# En quête de nouvelles identités

Muni de son appareil photo, le Suisse Dominic Nahr parcourt l'Afrique. Il décrit en particulier les réalités quotidiennes, les rêves et les espoirs des jeunes. Impressions d'un monde qui se transforme à toute allure.



CULTURE

« Cela me fascine d'observer les jeunes dans diverses parties de l'Afrique. Malgré leurs compétences, beaucoup n'arrivent pas à avancer, parce que les conflits permanents, la pauvreté et le manque de formation les empê-

chent d'exploiter pleinement leur potentiel. L'Afrique est en train de changer rapidement. La jeunesse est en quête d'une nouvelle identité dans ce nouveau continent. »



« Beaucoup caressent un rêve, plus vivant et plus vrai que jamais. L'accès aux nouvelles technologies, dont le prix a baissé, permet aux jeunes Africains de mieux appréhender le monde extérieur. Même ceux qui sont

nés dans un camp de réfugiés peuvent imaginer autre chose, aspirer à une vie meilleure. Cette flamme, je la vois brûler dans les yeux de nombreux jeunes, femmes et hommes, que je photographie. »





« Tous sont remplis d'espoir, surtout ceux qui sont au début de la vingtaine. Bien sûr, ils ressentent également de la frustration et parfois de la colère. Ils savent comment fonctionnent aussi bien le monde traditionnel que le nouveau. L'espoir d'un changement existe. Ce que j'admire le plus, c'est leur flexibilité et leur patience. »

« Certains événements, comme le concours de beauté organisé dans le camp de réfugiés de Kakuma, au Kenya, leur font oublier un temps la dure réalité. L'un des plus beaux instants a été pour moi celui où Miss Journée mondiale des réfugiés, à peine couronnée, a été soulevée dans les airs. J'ai pu prendre une photo qui n'a rien à voir avec

les images que l'on associe habituellement aux réfugiés. »





«La violence est une triste réalité, avec laquelle beaucoup d'êtres humains doivent vivre. Il y a tant de facteurs qui créent des environnements instables et qui poussent les gens à commettre des atrocités. Nombre de conflits durent depuis des décennies, entrecoupés parfois de brèves périodes de paix. La population n'a pas le temps, entre deux épisodes violents, d'emmagasiner les forces qui lui permet-



Le photographe suisse **Dominic Nahr**, âgé de 32 ans, est né en Appenzell et a grandi à Hong Kong. C'est au quotidien *South China Morning Post*, publié dans cette ville, qu'il a fait ses premières expériences de photoreporter. Puis il a étudié la photographie à l'Université de Toronto, au Canada. Depuis 2008, Dominic Nahr photographie l'Afrique. Il s'est installé à Nairobi en 2009. Ses images, qui illustrent la famine en Somalie, la guerre en République démocratique du Congo ou encore le Printemps arabe, paraissent dans le *Times Magazine*, dont il est l'un des photographes sous contrat. Dominic Nahr collabore également à d'autres revues, dont le *National Geographic*, le *Wall Street Journal*, *Wired* et *GQ*. [www.dominicnahr.com](http://www.dominicnahr.com)



traient de résister à l'horreur et de se reconstruire. Un tel processus prend du temps. Sans un environnement stable dans lequel les gens puissent nourrir leur force intérieure, leurs idées et leurs rêves, rien ne changera vraiment. »

(Propos recueillis par Gabriela Neuhaus ; de l'anglais)



# Service

Livres

Marco van Duynendijk



**Une enfance moldave** (gn) « Est-il vrai que là-bas, dans les pays très riches et développés, les enfants ne sont bons à rien ? Qu'ils n'aident pas leurs parents, ne s'occupent pas de leurs frères et sœurs ? Qu'ils ne savent pas préparer un repas et traire les chèvres ? » Voilà les questions que se pose Cristina. À 12 ans, elle vit seule avec ses deux frères dans un village

moldave. Leur mère est nurse en Italie ; leur père est parti gagner de l'argent en Russie. Quant à la grand-mère, atteinte de démence, elle ne leur est pas d'un grand secours. Dans son fascinant roman *Kinderland* (traduit en allemand sous le titre *Der erste Horizont meines Lebens*), l'écrivaine moldave Liliana Corobca donne la parole aux enfants laissés au pays par les travailleurs migrants. En lisant le récit que fait Christina de sa vie quotidienne, on a envie de la prendre dans ses bras. Bien sûr, elle n'apprécierait pas cela du tout. Courageuse et forte, l'adolescente fait preuve de pragmatisme pour permettre à sa famille de garder la tête hors de l'eau. Elle est tour à tour fière lorsqu'elle réalise un exploit qui tient de l'impossible et désespérée quand sa mère lui manque trop.

*Liliana Corobca* : « *Kinderland* », *Cartea Romaneasca, Bucarest, 2013* ; « *Der erste Horizont meines Lebens* », *Paul Zsolnay Verlag, Vienne, 2015*

## État des lieux du monde

(gn) Malgré sa concision, le livre *Au-delà de la confusion du monde* dresse un bilan réaliste des changements récents dans la politique mondiale, tout en soulignant les interdépendances à l'échelle planétaire. Cet ouvrage est le fruit d'une discussion entre les organisations de développement regroupées au sein d'Alliance Sud. Adoptant un point de vue engagé, il fournit des informations de fond sur des sujets comme la crise financière, les politiques environnementale et climatique, ainsi que les problèmes liés aux multinationales et aux droits de l'homme. Il relaie également le débat actuel sur la mise en œuvre des Objectifs de développement durable, par exemple, ou sur la perte de

pouvoir des « anciens » donateurs dans la coopération au développement. Il évoque par ailleurs des tendances inquiétantes, telles que les restrictions imposées dans de nombreux pays aux organisations et aux initiatives citoyennes. Ne s'arrêtant pas à la description des faits, les auteurs esquissent des stratégies et des mesures destinées à corriger les erreurs de développement et à promouvoir l'équité ainsi que la transparence dans le monde entier.

*Alliance Sud* : « *Au-delà de la confusion du monde* », *Éditions d'En Bas, Lausanne, 2015*

## Visions de la coopération du futur

(gn) À quoi ressemblera la coopération au développement en

2030 ? Dans le récent *Almanach Politique du développement*, la réponse varie beaucoup d'un auteur à l'autre. Les 24 contributions qui constituent cet ouvrage vont du plaidoyer pour l'amélioration et la poursuite de l'engagement en faveur des plus démunis à une analyse selon laquelle la coopération fait plus de mal que de bien. Le journaliste allemand René Zeyer attribue par exemple une mauvaise note à l'aide au développement pratiquée jusqu'ici et pense qu'elle devrait à l'avenir se concentrer sur les pays sûrs et viser uniquement la formation. Mohammed Ibrahim, fondateur et directeur d'une ONG au Bangladesh, réclame une intensification des échanges de connaissances sur les stratégies, les produits et le marché, afin que ses compatriotes puissent affronter la concurrence mondiale. De son côté, l'économiste suisse Markus Mugglin rappelle une vieille devise de la politique de développement : les pays industrialisés doivent non seulement donner davantage, mais aussi prendre moins. « Il s'agit de réaménager toutes les relations entre États, du commerce à la migration, en passant par l'environnement, la promotion de la paix, les finances et les mouvements de capitaux », résume-t-il.

*Iwona Swietlik (éd.)* : « *Almanach Politique du développement* », *Éditions Caritas, Lucerne, 2015*

## Requiem jazzy pour les victimes du génocide

(er) Des notes de piano limpides, des voix masculines qui enflent et décroissent, des voix de femmes très claires qui s'envolent vers des hauteurs lumineuses. Les accords à la fois jazzy et ornementaux du dynamique Tigran Hamasyan, 28 ans, se mêlent avec virtuosité à la polyphonie vocale du Chœur de chambre d'Erevan. Le CD ex-



ceptionnel de ce pianiste arménien de renommée mondiale, intitulé *Luys i Lusso* (lumière de la lumière), reprend des morceaux de la musique classique et religieuse arménienne. Il donne délicatesse et profondeur majestueuse à des chants liturgiques et à des chorals composés entre le 5<sup>e</sup> et le 19<sup>e</sup> siècles. Habillées de subtiles nuances, ces adaptations brossent un portrait sonore fascinant et émouvant de la richesse culturelle de l'Arménie. Elles sont aussi un hommage aux centaines de milliers d'Arméniens (voire 1,5 million, selon certaines sources) qui ont été déportés et massacrés il y a cent ans sous l'Empire ottoman (la Turquie d'aujourd'hui). *Tigran Hamasyan et le Chœur de chambre d'Erevan* : « *Luys i Lusso* » (*ECM*)

## Un tour du monde empreint de saudade

(er) Ses fans ont dû attendre cinq ans la sortie de son sixième album. Mariza, la diva portugaise du fado, les invite désormais à découvrir le monde. Dans son CD *Mundo*, la chanteuse au timbre envoûtant entreprend un périple à travers un univers musical lusophone qui s'étend des îles du Cap-Vert à l'Espagne et



Musique



de l'Argentine au Portugal. Chantés en portugais, en créole ou en espagnol sur des mélodies à la guitare, les fados et les balades, la morna capverdienne, le tango et même les berceuses semblent à la fois proches et lointains. Chaque morceau est empreint de *saudade*, ce sentiment typiquement portugais, presque indescriptible, mélange de tristesse, de désespoir, de nostalgie, de douce mélancolie et de mal de vivre. C'est ainsi que cette artiste de 42 ans, née au Mozambique et ayant grandi à Lisbonne, associe avec passion et bonheur son ouverture à la modernité et ses racines traditionnelles.

Mariza : « *Mundo* » (Warner Music)

## Film

### Un mouton pour seul ami

(gn) Au fil de prises de vue magnifiques dans des paysages grandioses, le premier film du réalisateur éthiopien Yared Zeleke raconte la relation singulière d'un jeune garçon avec son mouton, Chuni. Le long métrage *Lamb* est une parabole qui évoque le mal du pays, la séré-



rité et le passage à l'âge adulte dans un monde marqué par la sécheresse, la pauvreté et la faim. Né dans le nord de l'Éthiopie, Ephraïm, le héros du film, a neuf ans. Sa mère vient de mourir. Le film nous apprend qu'elle compte parmi les victimes de la sécheresse. Le père confie l'enfant à un cousin éloigné et part chercher du travail en ville. Chuni devient alors le seul ami du garçon. Lorsque la famille d'accueil envisage de tuer le mouton pour un repas de fête, Ephraïm décide de fuir avec Chuni. Pour donner une portée didactique à son film, Yared Zeleke y a inclus plusieurs thématiques propres au développement : outre la faim et la sécheresse, il aborde par exemple la coexistence de plusieurs religions ou le rôle des sexes dans la société éthiopienne traditionnelle. En 2015, *Lamb* a été le premier film éthiopien à participer à la compétition internationale du Festival de Cannes. Yared Zeleke : « *Lamb* », 94 minutes, 2015 ; [www.trigon-film.org](http://www.trigon-film.org)

## Étude

### Forte demande d'emplois

(jpk) Dans le domaine de la coopération internationale (CI), les emplois sont très prisés. Selon le *Rapport sur le marché suisse du travail de la CI 2013/2014*, publié par cinfo, la demande dépasse même l'offre. Les organismes de ce secteur ont la chance de pouvoir recruter leurs

futurs collaborateurs parmi une foule de candidats au bénéfice d'une bonne formation et de plus en plus spécialisés. Cette évolution est due à la multiplication des filières de formation en lien avec la coopération internationale. Alors que seuls huit programmes d'études étaient proposés en Suisse dans ce domaine en 2005, on en dénombreait 23 en 2011. Il n'est donc pas étonnant que le nombre des diplômés ait plus que sextuplé, pour atteindre 726. S'ils veulent



Jlro, Ose, Restur/laif

décrocher un emploi, ces derniers doivent dès lors faire preuve de souplesse et ne pas limiter leurs recherches à un seul domaine de la CI, comme l'aide humanitaire ou la coopération au développement.

*Rapport sur le marché suisse du travail de la CI 2013/2014* ; [www.cinfo.ch](http://www.cinfo.ch), « *Infos & Downloads* », « *Marché du travail de la CI* »

### Impressum

*Un seul monde* paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

### Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

### Comité de rédaction :

Manuel Sager (responsable)  
Catherine Vuiffroy (coordination globale)  
Marie-Noëlle Bossel, Sarah Jaquiéry,  
Pierre Maurer, Gabriela Neuhaus, Christina Stucky, Özgür Ünal

### Rédaction :

Gabriela Neuhaus (gn - production),

Beat Felber (bf), Luca Beti (lb), Fabian Urech (fu)  
Jane-Lise Schneeberger (jls), Ernst Rieben (er),  
Samuel Schumacher (sas)

**Graphisme :** Laurent Cocchi, Lausanne

**Photolitho et impression :**

Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

**Reproduction :**

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

**Abonnements et changements d'adresse :**

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de :

DFAE, Service de l'information,  
Palais fédéral Ouest, 3003 Berne,  
Courriel : [deza@eda.admin.ch](mailto:deza@eda.admin.ch)  
Tél. 058 462 44 12  
Fax 058 464 90 47  
[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

**Tirage total :** 51 200

**Couverture :** En route vers un nouvel avenir à New Delhi ; Gerald Haenel/laif

**ISSN 1661-1675**

## Coup de cœur



### Globe-trotter de l'art

*L'artiste bâloise Anja Rüeegsegger, 25 ans, occupe avec d'autres personnes un jardin urbain à Varsovie.*

Passer du temps à l'étranger fait partie de ma vie d'artiste. J'ai grandi dans une ferme de la campagne bâloise. Actuellement, je fais partie d'une communauté qui occupe un jardin urbain abandonné à Varsovie. C'est l'endroit idéal pour expérimenter et concrétiser mes idées artistiques. En résidence au Centre d'art contemporain du château Ujazdowski, je veux montrer qu'il est possible de se passer des multinationales et de vivre de manière autonome. J'ai organisé quelques ateliers « Do-it-yourself » pour explorer d'autres voies que la culture de la consommation. En ce moment, je travaille sur un projet de maisonnette faite de déchets, de paille et d'argile, dotée d'une salle de bains extérieure et d'un four à pizza. C'est important pour moi d'utiliser des matériaux de récupération et de remettre en question les structures capitalistes. Depuis 2010, je participe également au projet Bblackboxx, à Bâle. Il s'agit d'un local géré de manière non hiérarchisée, qui se trouve près du centre de détention administrative et du centre d'enregistrement. Un groupe informel crée et exprime son opposition à une politique des frontières fondée sur la répression et le profit.

(Propos recueillis par Samuel Schumacher)

---

« Le défi consistera à combler l'écart qui existe entre nos règles du jeu et l'impact de notre comportement au niveau mondial. »

Peter Messerli, page 11

---

« Pour moi, il n'y a pas d'avenir sans une implication des femmes dans les prises de décision à l'échelle nationale. »

Mariam Diallo Dramé, page 19

---

« Sans cet appartement et le soutien mutuel entre voisins, notre vie serait horrible. »

Gocha Khufatsaria, page 25

---